

Urgent

Amérique Latine

mensuel d'information générale

N°5 été 1978 Prix : 6 F — Suisse : 3 F

UNIVERSITE DE PARIS
SUD 12

**où va
le brésil ?**



ECONOMIE : MECANISATION
ET AGRICULTURE

40P
9800

**pérou: la
surprise**

En avant la musique.

A Télérama, nous avons toujours la musique en tête. Parce qu'on ne peut pas vivre sans.

Rengaines, fanfare du 7^e génie, Dylan, Duke Ellington, Bach ou Berio, tout le monde aime la musique. Nous ne l'oublions jamais. C'est pourquoi, au-delà des émissions TV et des nouveaux films qui sortent, nous saisissions toutes les occasions de la faire découvrir : portraits, interviews, analyses et critique des principaux disques, programmes radio.

C'est pour exprimer nos émotions, notre refus et nos plaisirs que nous guettons chaque semaine les événements musicaux.



Mirabelle/Delacroix

Télérama

Un hebdomadaire d'opinions sur la télévision, la radio, le cinéma, les disques.

Urgent Amérique Latine

Rédactrice en chef : Michèle Mattelart
Responsable des informations : Ibar Aibar
Secrétaire de rédaction : Jean-Pierre
Desmond
Maquettiste : Omar Saavedra

Rubriques :
Rapport de force internationaux :
Bernard Cassen
L'événement : Carlos Gabetta
Questions politiques : Eduardo Olivares
Cultures et Sociétés : Roger Bartra
Économie : Patricio Tupper
Productions culturelles : Ignacio Ramonet (cinéma), Huguette Faget (théâtre), Daniel Salinas (musique)
Magazine : Catherine Bastard (coordination)
Dossier : Armand Mattelart
Calendrier : Alberto Dufey
Dessins : Guido Rocha

Ont également participé à ce numéro :
Raul Ampuero, Helena Araujo, Claude
Auroi, Marcelo Dias, Carmen-Gloria Dun-
nage, Maro-Aurelio Garcia, Nelson Munoz,
Antonio Prior.

Service d'Agence : Prensa Latina - Inter-
Press Service - ALAI.

Administration et gestion : Luis Alvarez
Diffusion et abonnements : Beatriz Rio-
seco, Laura Mateluna
Rédaction et publicité : 8, rue Au Maire,
75003 Paris, tél. 271.86.25
Directrice de la publication : Michèle
Mattelart

Composition : Germinal : 272.71.13
Impression M.S. : 672.23.63
Distribution : NMPP (presse), Diffusion
Populaires (librairies)
Mensuel édité par Publication FRANCE-
LATINE, S.A.R.L. au capital de 2.500 F
Siège social : 14, rue Bourg-Tibourg,
75004 Paris.

Gérant : Luis Alvarez
© Publ. F.L., R.C. Paris n° 77 B 8953-
311700470
Abonnement 12 numéros : France 60 F,
étranger 80 F
Dépot légal : 2ème trimestre 1978
commission paritaire : N° 60623

urgent
AMÉRIQUE LATINE
Bureau de Genève

Case postale 7
1219 - Le Lignon/Genève
CCP 12-21777
Tél. 022/96-48-54
Administration : Hervé Gaudart
Diffusion et abonnements : Patricio
Arellano, Luis Cid
Rédaction : Hugo Levenberger, Alberto
Dufey, Carmen Garcès
Secrétariat : Véronica Salinas, Béatrice
Lampiotti
Photos : R. Flores

SOMMAIRE

• Où va le Brésil ?	6-7
• Chili	8-9
• Pérou : la surprise électorale	10-11
• Brésil : l'industrie de guerre	12-13
• Cuba : le 11e festival de la jeunesse	14
• La mécanisation de l'agriculture en Amérique Latine	15-18
• A l'arrière plan d'une conférence : les marins pêcheurs	19-20
• Amérique du Sud : guerre de satellites ?	21-22
• Rencontre avec Chico Buarque	23-24
• Calendrier politique	25-26
• Nouvelles de demain	27-29
• Magazine	30-34

Photo de couverture : C. Place
Agence Sunset



ABONNEMENT

8, RUE AU MAIRE - 75003 PARIS

Nom et prénom : Mme, Mlle, M.

Profession :

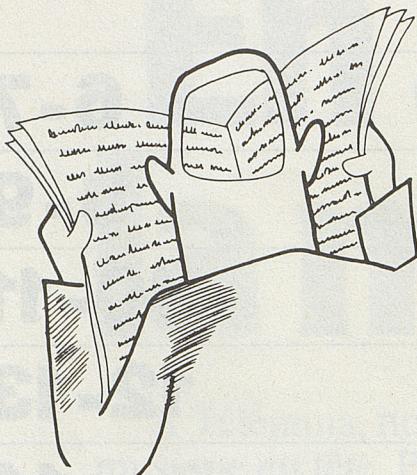
Adresse :

SOUTIEN : 1.000 F 500 F 100 F

Chèques ou virement à l'ordre de Société de publications France Latine

Souscription annuelle : (12 n°) : France 60 F , Étranger 80 F

COURRIER DES LECTEURS



A creuser

Un de ces jours il faudra que je vous parle plus longuement du malaise terrible que j'ai senti à la lecture de « *Des voix de Latino-américaines à Paris* » (numéro 3). Un refus de nous connaître, nous Français (et je ne suis pas tellement française d'origine... mon père est émigré depuis 1936) — Et pourtant pas mal d'entre nous font la démarche d'écouter, d'essayer de sentir ces voix d'Amérique

Latine. Une fois, je suis entrée, rue des Écoles, dans la librairie pour acheter des bouquins en portugais, j'ai ressenti la même chose : lieu de rencontres de Latino-américains, heureux de se retrouver, mais un accueil différent (méprisant ?) pour quelqu'un de langue française... Exclusion, « inhospitalité » ? Un peu trop de dureté dans ces impressions, faudra que je creuse ça, mon sentiment est plus nuancé. A suivre...

Isa Aldeghi
Villers-Bocage

Pas d'accord

Messieurs de la rédaction,

Cette lettre est d'un lecteur de votre revue, en réaction à l'article de Maurice Lemoine, « *La guerre du centavo* » paru dans le numéro un. C'est avec grand plaisir que j'ai appris la naissance de votre revue qui correspondait, c'est vrai, à un immense vide quant à l'information sérieuse, détaillée et surtout globale des problèmes et des réalités latino-américains. Félicitations donc pour cette initiative et longue vie à « *Urgent... Amérique Latine* ».

J'ai ouvert le premier numéro avec beaucoup de fébrilité, on y annonçait un article sur la Colombie, pensez si cela m'intéressait, j'y réside depuis trois ans (et je ne suis pas coopérant...) — le sujet des transports urbains, moi qui prends le bus six fois par jour à Bogota, était fait pour me passionner —. Mais quelle déception, quelle amertume à la fin de la lecture : tout s'écroulait, non seulement l'article mentionné, mais au-delà c'était votre revue qui n'était plus crédible si elle ressemblait au contenu de l'article de Lemoine. Heureusement plus tard, à la lecture des numéros 1 et 2, je rectifiais mon jugement.

Je pensais trouver une analyse du problème des transports urbains à Bogota et au-delà, dans les agglomérations sud-américaines, un reportage sur la vie quotidienne du chauffeur et du passager, le rôle des propriétaires de bus et du ministère des Transports ; à la place, ce n'était que clichés, « exotisme » de mauvais goût, anecdotes dépourvues de fondement, et surtout, le plus grave, informations erronées. Je pense que M. Lemoine n'a jamais mis les pieds dans un bus ur-

bain à Bogota, sinon, il n'aurait pas parlé de « *tickets d'un carnet à souche* », il doit confondre avec la RATP et pas plus de chauffeur « *qui fouille dans ses poches pour trouver de la monnaie* », tout usager de ce genre de transport sait qu'il n'y a pas de ticket et la monnaie est toujours exposée au-dessus du volant ou dans une boîte fixe. Vous allez dire que je « pinaille », mais ces détails sont symptomatiques d'une certaine vision de la réalité qui est le piège que votre revue doit éviter. En lisant l'article de M. Lemoine, un Français pense à une espèce de folklore de chauffeur « à l'italienne » se permettant toutes les infractions et criant très fort en jouant les « gros bras » (« *attachez vos ceintures* »). C'est faux. Je n'accepte pas l'embellissement ou la déformation des faits pour les rendre plus « journalistiques ». Bien sûr ce sont des détails, mais pourquoi parler de bus freinant sur les « *pavés disjoints* » alors qu'il n'y a pas un seul pavé dans tout Bogota. Là commence la malhonnêteté et elle peut aller très loin...

... Maintenant si vous préférez informer vos lecteurs du « *peigne sans dents* » (c'est encore plus misérabiliste que pas de peigne du tout et ce doit être cela « en voie de développement »), du chauffeur et de son « *chiffon graisseux* » (mauvaise graisse sûrement), alors, je crois que vous ratez votre objectif et vous ne m'intéressez plus. Heureusement que vous vous êtes rattrapés avec l'excellent article sur la Colombie du numéro 2 — donc score 1 à 1. J'attends de me procurer le numéro 3 pour juger — Amicalement.

Alain Bernard
Bogota

Cher Ami, vous avez parfaitement raison.

Il ne faut pas confondre les « *carne Asouche* » des bus urbains avec les « *carnesadas* » servies dans les cantines.

Vous avez raison, le bus ne peut pas freiner sur les pavés dans les rue de la capitale colombienne. Il n'y a pas de pavés à Bogota et pas de freins sur les bus.

Le peigne sans dents ! Impardonnable. Il en avait, vous l'avez deviné, Sept, exactement. Néanmoins, accordez-moi que cela n'a pas grande importance car le chauffeur était complètement chauve.

Le capitaine avait bien trente-deux ans, et non pas trente-quatre comme je l'ai écrit sur la foi d'une source peu digne de foi.

Et le chiffon graisseux ! De mauvaise graisse, dites-vous. Non. De graisse antique. Mais vous aviez presque trouvé.

Nous avons perdu une bataille, nous n'avons pas perdu la guerre, fais-je délivrer le chauffeur en page 12. Mauvais journalisme. En réalité, il a crié : « *A ese hijueputa, le voy a cortar los cojones !* ». Un peu timide, et craignant de choquer les lecteurs, j'ai modifié, je l'avoue.

« *Attachez vos ceintures* », lui fais-je encore hurler ! Là, je suis carrément confus. En consultant mes notes, je m'aperçois que j'ai encore confondu le bus urbain de Bogota avec le Boeing 747 vol AF 308 à destination de Houston (Texas).

Nous avons donc le plaisir de vous annoncer que vous êtes le vainqueur pour ce mois-ci de notre grand jeu des sept-z-erreurs. La rédaction vous décerne en conséquence, le grand prix de l'humour au premier degré.

En toute amitié et sans rancune.

M.L.

Chers lectrices et lecteurs

Ce numéro 5 est le seul numéro à paraître durant l'été. Le numéro 6 sortira début octobre. Il sera plus épais, comportera des rubriques nouvelles, aura un tirage supérieur, en un mot, il sera physiquement différent. Ce changement ne signifie en rien une modification du caractère d'*Urgent... Amérique Latine*, de ses options et de ses objectifs, mais un élargissement, une ouverture, une réponse, espérons-le, à tous ceux intéressés à approfondir leur connaissance de l'Amérique Latine. L'accueil que le public a réservé à ces cinq premiers numéros nous invite à faire ce pas en avant.

La rédaction profitera de ces deux mois pour se réorganiser, se restructurer et se préparer rédactionnellement et financièrement à cette nouvelle formule qui ne se fera pas sans les lecteurs.

Que les abonnés se tranquillisent, ces innovations n'affecteront en rien leur souscription à 12 numéros.

L'équipe de rédaction vous souhaite de bonnes vacances et vous suggère de profiter de cette période pour faire abonner vos amis.

La rédaction

concours d'abonnement

Gagnez un voyage au Mexique pour deux personnes pour 1979, offert par *Urgent... Amérique Latine* et *UNICLAN-Voyages*, en vous abonnant à *Urgent... Amérique Latine* avant le 20 octobre 1978.

Le prix comporte le voyage A/R et un séjour complet de 21 jours au Mexique pour deux personnes.

En raison des modifications de la durée du séjour, la date du tirage au sort, effectué parmi les abonnés, a été repoussée au 23 octobre 1978, au siège du journal. Le nom du gagnant sera communiqué personnellement et publié dans le numéro de novembre.

où va le brésil ?

Pour ceux qui s'étaient habitués à une certaine image du Brésil, ce pays est devenu méconnaissable. Les journaux critiquent ouvertement le régime et n'hésitent pas à parler des tortures infligées aux opposants, en citant le nom des tortionnaires.

Les représentants du patronat demandent « le retour à la démocratie » et quelques-uns se disposent même à accepter la légalisation du Parti communiste.

La classe politique qui jusqu'à présent avait joué un rôle de figurant dans la vie nationale, légitimant la dictature militaire, s'insurge contre les décisions des généraux au pouvoir, et cela même dans les rangs du parti du gouvernement. Le « candidat » au poste de gouverneur de l'État de São Paulo, choisi par le président Geisel, vient d'être torpillé par le Congrès régional du parti du gouvernement, en défi à l'autorité du président. Au sein des Forces armées, au-delà du malaise feutré qui traverse l'ensemble des officiers, éclatent des manifestations de contestation parmi les généraux. Conséquence : la décision du président Geisel de faire du général Figueiredo son successeur, selon le rituel autoritaire du passé, est aujourd'hui menacée par la candidature d'un autre militaire — le général Euler Bentes, qui promet de « redémocratiser » le pays.

Malheur supplémentaire, depuis plusieurs semaines, presque 200 ouvriers sont en grève, paralysant de façon intermittente — signe symptomatique du niveau d'organisation — la métallurgie, les textiles, la chimie et d'autres secteurs de l'industrie de São Paulo, le centre économique du pays. Le loi anti-grève a été mise en échec dans la pratique et la disposition des patrons à négocier avec les ouvriers met en cause la politique salariale jusqu'à présent en vigueur. Deux tabous viennent de disparaître.

En 1964, le président Joao Goulart était renversé par un coup d'État orchestré par les forces armées brésiliennes, soutenues par de larges secteurs de la bourgeoisie et par de non moins importants secteurs des couches moyennes.

La rupture de la fragile institution démocratique instaurée en 1946 au Brésil, apparaissait aux yeux des classes dominantes comme la seule issue permettant la préservation, voire la refonte, de l'ordre capitaliste profondément atteint non seulement dans ses structures économiques et sociales, mais, surtout, dans son mode de fonctionnement politique. De surcroît, la crise globale de la société brésilienne se développait, avec comme toile de fond une Amérique Latine déchirée par des contradictions sociales et politiques profondes et hantée par le fantôme de la révolution cubaine.

Les quatre premières années du régime militaire qui suivit la chute de Goulart sont néanmoins marquées par un cheminement tortueux. Si du point de vue de la politique économique un projet cohérent est mis en œuvre permettant l'« assainissement » du capitalisme brésilien dans la perspective de son intégration internationale, la même cohérence ne se retrouve pas au niveau du « modèle » politique. Les militaires suivent une voie empirique, du moins en ce qui concerne la place réservée, dans l'exercice du pouvoir, à la bourgeoisie et à ses représentants politiques..

En 1968, néanmoins, la situation se clarifie. Face aux premiers signes d'une mobilisation ouvrière indépendante, face à la grogne de la petite bourgeoisie exprimée de façon bruyante par le mouvement étudiant, mais, surtout, face à la contestation de secteurs de la bourgeoisie qui voyait d'un mauvais œil l'évolution de l'économie et du système politique, les militaires sont obligés de mettre fin à une période d'ambiguïtés et de prendre en charge les « affaires » d'une façon beaucoup plus résolue qu'auparavant.

La greffe dans la Constitution de l'Acte institutionnel n° 5 était la forme juridiquement visible de l'état d'exception instauré en bonne et due forme le 13 décembre 1968, la « classe politique » ayant démontré son manque de maturité pour s'occuper de l'exercice, même mitigé, du pouvoir.

Perdant quelques canaux institutionnels d'accès au pouvoir, la bourgeoisie et ses représentants recevaient en contrepartie la « paix sociale » (un mouvement ouvrier contrôlé et une détermination très nette dans le combat contre la « subversion »), élément non exclusif mais déterminant de l'essor du capitalisme brésilien. De 1968 à 1974, le Brésil a vécu sous le signe du « miracle économique ».

Des taux de croissance (et de profit) très élevés, une politique économique ayant le charme d'articuler l'ensemble des secteurs de la bourgeoisie tout en gardant pour le grand capital industriel et

financier la plus grande partie du gâteau et la frénésie de consommation pour une partie des couches moyennes. Tout cela permettait au capital d'accomplir son cycle tout en donnant au régime une base sociale, sinon idéologiquement convaincue, du moins matériellement acquise.

La face cachée du « miracle » est restée soigneusement cachée. La censure et l'absence de canaux d'expression ont permis d'occultation de la misère. La répression la plus féroce s'est déchaînée contre ceux qui voulaient dévoiler cette misère et s'insurger contre elle. La peur et le conformisme de pas mal d'inconformistes d'hier se sont chargés du reste.

Et pourtant, le régime avait une fragilité structurelle sous son apparente force. Cette fragilité était la conséquence non seulement du choix d'un mode d'accumulation qui avait ses impasses internes et externes, mais aussi du choix d'une forme d'exercice du pouvoir qui supposait 1) la poursuite des conditions nationale et internationales favorables à l'accumulation capitaliste, 2) le consensus de la bourgeoisie et 3) la passivité des travailleurs et d'une opposition larvée.

Une crise rampante

Or, ce qui commence à se produire à partir de 1974, est la remise en cause, lente et inégale, des conditions qui avaient permis le fonctionnement « miraculeux » de l'économie et de la domination politique au Brésil.

Quand le général Ernesto Geisel arrive à la présidence en 74, l'économie brésilienne est déjà sous l'impact de la conjoncture de récession/inflation qui secoue la totalité des pays capitalistes développés. La nouvelle équipe, tout en maintenant le projet d'intégration de l'économie brésilienne dans l'économie capitaliste mondiale, cherche cependant à pousser en avant le processus de substitution d'importations. La diversification du système productif devient une exigence de la poursuite de la reproduction capitaliste. Mais chercher la substitution d'importations signifie également pousser (et diversifier) les exportations, ce qui devient difficile dans une période qui, pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre, était marqué par un tassement du commerce mondial. Les grands projets du gouvernement Geisel doivent être abandonnés et les militaires, même s'ils continuent à bénéficier de l'aide financière internationale (ce qui fait grimper la dette extérieure à plus de 150 milliards de francs) ne peuvent plus suivre une ligne droite en politique économique. Le *stop and go* devient la formule qui permet à l'économie de traverser

les difficultés de ces dernières années, aidée en plus par quelques hausses importantes de la valeur des exportations agricoles. Mais la précarité du « modèle » s'accentuant (même s'il est erroné de parler de catastrophe), l'équilibre entre les différents courants des classes dominantes et les rapports de la bourgeoisie avec le pouvoir, sont fondamentalement atteints.

Trois niveaux

Crise rampante et inégale, les premiers signes se font sentir quand quelques porte-paroles du patronat, puis les compagnies se manifestent publiquement, non seulement en exprimant leurs doutes sur

la politique économique, mais aussi sur le mode de fonctionnement du système politique. Ces manifestations encouragent l'opposition bourgeoise — confortée par des résultats aussi favorables que surprenants dans les élections législatives de 74 —, à se montrer plus agressive. Et, finalement, c'est au sein même de la base politique du gouvernement que le vent de la contestation souffle. Les signes ne font que se multiplier. D'abord, c'est la « candidature civile » du banquier Magalhaes Pinto, un des leaders civils du *pronunciamento* de 64, qui se veut la seule formule capable d'*« unifier militaires et civils »* et de *« restituer la démocratie »*. Le

président Geisel doit faire face à une situation difficile et paraît choisir lui aussi la stratégie du *stop and go* en politique. Les propos et les mesures libérales du régime sont contre-carrées par des mesures autoritaires. L'opposition peut s'adresser sur une chaîne nationale de TV à l'ensemble du pays et dénoncer le gouvernement, mais les propos d'un député dans cette émission entraînent son bannissement de la vie politique.

Finalement, quand le gouvernement coupe toute possibilité pour l'opposition de gagner les élections dans plusieurs États de la fédération, modifiant une fois de plus les règles du jeu institutionnel qu'il avait auparavant lui-même fixées, il devient évident que Geisel n'est plus en condition de mener en avant son jeu « d'institutionnalisation ».

Les pressions corporatives de la bourgeoisie s'accentuent et un discours politique plus cohérent commence à apparaître.

Une partie de la base politique de Geisel s'insurge ou, du moins, devient plus réticente vis-à-vis de l'avenir.

Et, finalement, troisième et fondamental volet de cette crise de domination, les Forces armées voient leur unité ébranlée.

S'il est vrai que Geisel peut compter sur le haut commandement, si son ministre de l'armée de terre essaie une manœuvre putschiste, il n'est pas moins vrai qu'il a du mal à faire avaler son

candidat, le général Batista de Figueiredo, chef des services de renseignements et homme typique du sérail.

Aujourd'hui, les clivages au sein de l'appareil militaire et l'existence d'une candidature militaire d'opposition, celle du général Euler Bentes, signifient que l'institution qui avait joué le rôle de véritable parti (les forces armées) ne dispose plus de son atout fondamental pour continuer à remplir ses fonctions : son unité.

Geisel et son successeur désigné, le général Figueiredo, sont engagés à présent dans une course. Il s'agit pour eux d'offrir la garantie que tout va changer, tout en préservant les traits fondamentaux du régime instauré, il y a maintenant quatorze ans. Ils préparent dans les laboratoires politiques du palais d'Alvorada, à Brasilia, les formules qui permettront d'encaisser la défaite électorale qui s'annonce comme fort probable aux législatives de fin d'année, modifiant l'éventail des partis politiques. Il s'agit de même d'offrir les garanties nécessaires pour que le processus d'institutionnalisation ne subisse plus d'interruptions. Les « gestes » se multiplient, la suppression totale de la censure de presse étant la mesure la plus récente avec celle de l'annonce de la fin de l'Acte Institutionnel n° 5 en mars 79.

Mais dans cette course, Geisel et Figueirero sont toujours jusque à présent arrivés en retard par rapport aux exigences non seulement de l'opposition bourgeoise aujourd'hui, mais d'un mouvement de masse qui se réveille.

Le sens des contacts pris par l'opposition bourgeoise (MDB) avec le général Euler Bentes et le sénateur Magalhaes Pinto qui vient de former un *Front démocratique* est justement d'offrir à la bourgeoisie, et aussi aux forces armées, une alternative à l'immobilisme actuel du pouvoir : changer la forme de la domination bourgeoise pour préserver son essence.

Jusqu'à présent les classes dominantes ont bénéficié des meilleures conditions pour développer leur champ d'expérimentation socio-politique. Seule la petite bourgeoisie bougeait et la bourgeoisie comprenait fort bien que cette couche ne pouvait à elle seule changer radicalement les choses.

L'irruption de la classe ouvrière dans les dernières semaines, même dans le cadre de luttes strictement revendicatives, est le signe que la passivité des exploités a cessé et que la bourgeoisie doit opérer des modifications dans les formes de sa domination avant qu'il ne soit trop tard.

Il n'y a pas besoin d'être prophète pour prévoir que les mois qui viennent seront pleins d'événements importants au Brésil.

Marco Aurelio GARCIA



GREVE DE LA FAIM AU CHILI :

une bataille de plus

Pendant dix-sept jours, la grève de la faim effectuée par les parents des disparus a dénoncé les contradictions profondes qui agitent la société chilienne malgré l'apparente tranquillité imposée par l'ordre militaire. Certes, Pinochet n'a pas été renversé comme le pensaient certains, mais la grande mobilisation populaire de soutien aux grévistes a montré que les militaires chiliens sont loin d'avoir détruit le mouvement populaire qui reste son principal ennemi.

Le jour où Pinochet sera renversé par la résistance ou lâché par ceux qui l'ont amené au pouvoir et qui le trouvent de plus en plus « encombrant », il se souviendra, sans doute, des dix-sept jours de la deuxième grève de la faim. Déjà en 1977, les parents des prisonniers disparus avaient jeûné pour obtenir une réponse sur le sort de ces derniers. Comme en 1978, la première réaction de la junte fut de dénoncer un nouveau complot du communisme international et des Chiliens anti-patriotes. La répression ne pouvait que jouer son rôle et plusieurs des participants furent arrêtés et même torturés comme « instigateurs ». La grève prit fin après un engagement formel de Pinochet auprès de Kurt Waldheim, Secrétaire général des Nations Unies : une réponse sur le sort des personnes pour lesquelles une demande formelle serait présentée. Les demandes furent encore une fois présentées, cas par cas, auprès des tribunaux et du ministère de l'Intérieur. Aucune réponse ne fut jamais donnée.

« *Notre vie pour la vérité* », proclamèrent, le 17 mai 1978 les parents des disparus en commençant la deuxième grève. « *J'ai toute ma famille disparue* », disait l'une des grévistes. « *Mon mari, mes deux enfants et ma belle-fille. Je n'ai rien au monde que l'espoir de les retrouver. C'est pour cela que j'irai jusqu'au bout* ». Il en était de même pour la plupart des grévistes. Et leur décision ne put qu'émouvoir, au Chili et à l'étranger, d'autres Chiliens qui se sont solidarisés avec eux. Plus de cinquante personnes firent la grève de la faim dans plusieurs villes du Chili. A l'extérieur, la grève se déclara dans vingt pays et soixante-quatre villes. Plus de 570 personnes y participèrent. Des gouvernements et des personnalités du monde entier exigèrent des militaires une réponse sérieuse aux demandes des grévistes.

Au Chili, une mobilisation comme on n'en avait pas vue depuis le coup d'État, déclencha dans les rues de Santiago de petites manifestations-éclairs, des manifestations de femmes, d'étudiants, de travailleurs, de cadres. Des

centaines de déclarations d'appui parvenaient aux grévistes. Des centaines de voix se sont levées pour exiger une réponse. La presse qui soutient le régime invitait à mettre fin à ce « *fâcheux problème des disparus* ». Dans une atmosphère très chargée par les rebondissements de l'affaire Letellier, qui continue de faire tort aux militaires, devenaient de plus en plus nombreux ceux qui exigeaient que tout soit éclairci. Cependant, la première réaction de la junte ne venait pas : pas de négociations tant que les grévistes n'auront pas arrêté leurs « *pressions inadmissibles* ». Des groupes liés au régime crièrent au complot « *chrétien-marxiste* allié à la conspiration étrangère ».

Encore une fois l'Église...

Que la plupart des grèves se soient déroulées dans les églises n'étonne plus personne. Le vicariat de la solidarité a joué comme c'est le cas dans toutes les activités de défense des droits de l'homme, un rôle de premier plan. Un nombre important de religieux et de religieuses a aussi fait la grève. Ce n'est donc pas surprenant qu'elle ait été arrêtée après les assurances obtenues par le cardinal Silva Henriquez, auprès du ministre de

l'Intérieur Sergio Fernandez. « *Nous vous confions notre espoir, nous avons confiance en vous* », ont dit les grévistes au cardinal, au moment de suspendre la grève.

Un engagement pareil de la part de la plus importante personnalité religieuse chilienne, devenue en fait une personnalité politique, ne peut que conduire à une dégradation encore plus profonde des relations déjà assez mauvaises entre l'Église et Pinochet. On voit très mal le cardinal assumer la responsabilité de convaincre les parents des disparus des mensonges donnés par la junte, en guise de réponse. Il sera donc obligé d'exiger des militaires une réponse claire et surtout vraie.

La première réponse de la junte a déjà été publiée le 14 juin. Elle se réfère à 210 cas (moins d'un dixième de l'ensemble des disparus) et donne les résultats suivants : parmi les 210, 78 ont quitté le pays, 41 sont en prison, 11 sont décédés de « mort naturelle » et les 80 autres sont en liberté au Chili. Nous ne disposons pas encore de la liste détaillée. Nous ne sommes donc pas en mesure de pouvoir faire une analyse cas par cas. Mais il semble évident que lorsque la junte affirme que sur 210 disparus, 158 vivent tranquillement, soit au Chili, soit à l'extérieur, on ne peut que conclure que pour l'instant elle ne semble pas tout à fait disposée à admettre ses responsabilités.

Un acteur qui revient

Il s'était déjà montré le 1er Mai¹. Cette fois-ci, sa présence tout au long des dix-sept jours de la grève, fut un fait qui permet de dire qu'une page a été tournée au Chili. La junte militaire n'est plus face à un peuple démobilisé par la terreur. Loin de là. Le monde entier a vu comment ce qui était d'abord un mécon-





tentement, était devenu une décision de se battre. C'est l'image qui a le plus frappé les délégations étrangères qui ont visité le Chili ces derniers temps. Cette rentrée de la mobilisation des masses sur la scène chilienne marque le début d'une étape nouvelle où la junte ne se heurte plus seulement à ses contradictions internes, aux pressions américaines (le « Washington Post » vient de demander ouvertement à Pinochet de quitter le gouvernement) et à une Église plus ouvertement opposée. Elle devra désormais tenir compte de la présence montante d'un mouvement populaire dont les forces commencent à se constituer.

Le danger de manque de direction

Quand la grève de la faim a commencé, beaucoup croyaient à la chute immédiate de la dictature. Les pressions américaines s'exerçaient davantage, la Démocratie chrétienne et l'Église durcissaient leurs positions, les contradictions au sein des militaires se multipliaient. Certains

même ont pensé qu'on assistait à une deuxième grève « à la bolivienne » qui s'achèverait par une convocation à des élections, avec la démission de Pinochet ou quelque chose de la même portée. Au fur et à mesure que les jours passaient, une sorte d'inquiétude et de malaise s'installait, face à la réponse de la junte et au manque de clarté concernant l'issue de la grève. Le maximalisme des espoirs se heurtait à la réalité d'un mouvement populaire dont la reprise, dans une large mesure spontanée, ne trouve pas d'alternative politique solide qui lui permette effectivement d'aller jusqu'au bout.

Une grève héroïque, une dictature encore plus isolée, un mouvement de masse qui se relève, parce qu'il le faut, parce qu'il faut faire quelque chose. Aux partis de gauche de relever le défi pour conduire cette opposition et cette résistance. Autrement, cette force du mouvement populaire risque d'être utilisée au profit de projets étrangers à ses intérêts ou tout simplement écrasée avant d'aller plus loin.

Eduardo OLIVARES

AVEC LES GRÉVISTES DE LA GRÈVE DE LA FAIM A PARIS

Les quinze grévistes sont installés dans l'une des grandes salles, au fond de l'église Saint-Hippolyte, dans le treizième arrondissement. Ils veulent obtenir du gouvernement chilien une réponse sur le sort des 2.500 prisonniers portés disparus. On rencontre dans les couloirs les gens qui viennent manifester leur solidarité : Français, Latino-américains, autorités diverses et les gens de la rue.

Il est trois heures de l'après-midi, l'heure du repos pour les grévistes. Les nouvelles concernant l'extension du mouvement au Chili et ailleurs circulent de l'un à l'autre. Les représentants de l'Unité Populaire (l'UP) et du MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire) évaluent les possibilités et l'issue de la grève. C'est une surprise pour les journalistes de les voir dialoguer et travailler ensemble. Ce fut aussi une grande surprise de constater combien la presse française était peu disposée à parler de la grève.

Les grévistes commencent à se réveiller et, après avoir subi leur examen médical journalier, descendent au jardin pour parler avec leurs amis. Ce sont en majorité des femmes et de jeunes militants. Ils ont le visage déjà marqué par la fatigue, mais aussi un moral surprenant. Ils racontent de bonnes blagues, parlent abondamment de nourriture et de cuisine, jouent de la guitare et se promènent, contre l'avis des médecins.

Soledad a trente ans et pas de disparus parmi ses proches. « Je fais la grève de la faim par solidarité », dit-elle, « j'ai vécu cette situation des disparus quand mon ami a été arrêté. Ils l'ont détenus deux fois, il a été porté disparu pendant quatre mois et demi, la deuxième fois, pendant vingt jours ».

Comment as-tu participé à la grève ? « J'ai appris qu'elle était en préparation et on m'a demandé si je voulais y participer. J'ai répondu que j'étais d'accord à condition de trouver un arrangement pour mon travail. Je donne des cours à Paris-Nord, les jeudis et vendredis, la grève devait commencer ces jours-là. Le vendredi, après cinq heures, j'ai appelé la CIMADE et me suis intégrée au groupe. Ce vendredi a été pour moi un jour comme les autres. J'avais fait cuire un poulet que j'ai mangé toute seule, mon ami étant en voyage. Je suis arrivée à la grève bien nourrie, mais sans rien de plus, sans vêtements ni couvertures. La première nuit, on a eu un peu froid, mais cela s'est arrangé le lendemain. Mon ami est revenu d'Allemagne après le cinquième jour de grève, il avait entendu mon nom et appris le mouvement par la radio ».

Pancho est frêle et menu, avec de grands yeux bleus souriants et des cheveux frisés. Il a vingt-trois ans et a fait deux ans et demi de prison dans le nord du Chili.

On dit que la majorité des disparus a été assassinée par la junte. Qu'en penses-tu ?

« L'espérance de les retrouver vivants est assez mince, surtout en ce qui concerne ceux qui avaient des responsabilités politiques importantes. Le sens de notre mouvement est de sauver ceux qui peuvent encore être vivants. Le mouvement a réussi à réveiller la conscience nationale sur le problème des disparus. D'importants secteurs jusque-là en marge de ce type de problème, se sont sensibilisés et organisés ».

Quelle issue vois-tu à la grève ?

« Je crois qu'il faut valoriser la décision de ceux qui, au Chili, ont décidé de commencer une grève de la faim indéfinie jusqu'à l'obtention d'une réponse gouvernementale claire, décision terrible dont l'issue dépend du développement et des résultats de la mobilisation populaire au Chili. J'ai beaucoup d'espérance. Je ne crois pas que le régime tombera, mais je crois qu'il sera affaibli. Si la mobilisation augmente et oblige le régime à donner une réponse, qui ne pourra pas être claire, car cela supposerait que Pinochet répondre du génocide, nous aurons gagné du terrain ».

Je continuerai cette grève tant que je pourrai, en donnant le meilleur de moi-même politiquement et physiquement. Je ne vais pas y mourir, ce serait une mort inutile. Je crois que cette grève de quinze personnes ici, remise dans le contexte général, a un sens ».

Nano, trente ans, est marié et attend la naissance de son dernier enfant. Il a déjà participé à trois grèves de la faim et a déjà perdu cinq kilos dans celle-ci. Son frère aîné est porté disparu depuis 1974.

« Cette grève est importante pour plusieurs raisons. D'abord, nous jouons un rôle plus actif vis-à-vis de l'opinion internationale. Nous ne demandons plus une solidarité avec des réfugiés mais avec une mobilisation au Chili. Ensuite, je crois que cette grève a remonté le moral de beaucoup de compatriotes. J'ai été très impressionné par la quantité de gens qui sont venus nous voir. Les camarades et les amis, mais aussi tous ceux que nous n'avons pas eu le temps de connaître. Beaucoup de Chiliens coupés des partis sont venus ici et ont participé. Une espérance est en train de naître parce qu'il y a des faits concrets, visibles : une grève de la faim indéfinie au Chili, six cents Chiliens à l'intérieur et à l'étranger qui y participent. Il s'est produit une unité politique entre l'UP et le MIR... C'est important. Nous avons déjà derrière nous sept jours de grève et nous espérons être en condition de continuer ».

Carmen Gloria DUNNAGE

Pérou: la surprise électorale

Les pronostics sur l'avenir politique immédiat à la suite des élections, d'après la majorité des observateurs, demeurent réservés. Le Pérou ne paraît pas être en ce moment un pays facile à analyser, même grossièrement.

Le pays traverse la plus grande crise économique de ce siècle. Une dette extérieure qui atteint plus de sept milliards de dollars sur un PNB de douze, une concentration de la propriété de centaines d'entreprises moyennes entre les mains des multinationales, l'augmentation de 100 % des prix des produits de base en un an, la paralysie de l'appareil de production, l'absence de devises pour acquérir à l'étranger les produits minima nécessaires à la consommation et à l'industrie, sont les indices d'une crise sans précédent.

Politiquement, le gouvernement militaire a essayé de jouer l'un de ses atouts en convoquant des élections pour une Assemblée constituante.

Les résultats recueillis par la gauche le 18 juin dernier ont été pour beaucoup une grande surprise. Les organisations politiques de gauche ont fait la preuve de la solidité de leur base.

Quelle sera la réaction des militaires ? Elle dépend de trois facteurs : la possibilité d'union des partis de droite, surtout de l'APRA et du Parti Populaire Chrétien (PPC), les exigences du Fonds Monétaire International et les mouvements des Forces armées.

Au sein de la droite, tout laisse à penser que l'APRA et le PPC arriveront à un accord pour mener à bien les travaux de la Constituante, afin de ne pas rester en-dehors du jeu politique en vue des élections qui devraient avoir lieu en 1980.

Le Fonds monétaire, plus que de rechercher un assainissement économique, applique une politique style Friedmann, comme celle pratiquée au Chili, ce qui suppose une augmentation de la répression et une volonté de décapiter le mouvement syndical et politique.

Finalement, à l'intérieur des Forces armées, les voix favorables à la répression

implacable s'élèvent de plus en plus fort, coïncidant en cela avec le FM. Plus encore, les dernières actions répressives du gouvernement montrent un durcissement qui se reflète, par exemple, dans les déportations en Argentine. Les déportés ont été remis aux Forces armées de ce pays comme des prisonniers de guerre, sans papiers d'identité, sans argent et sans vêtements.

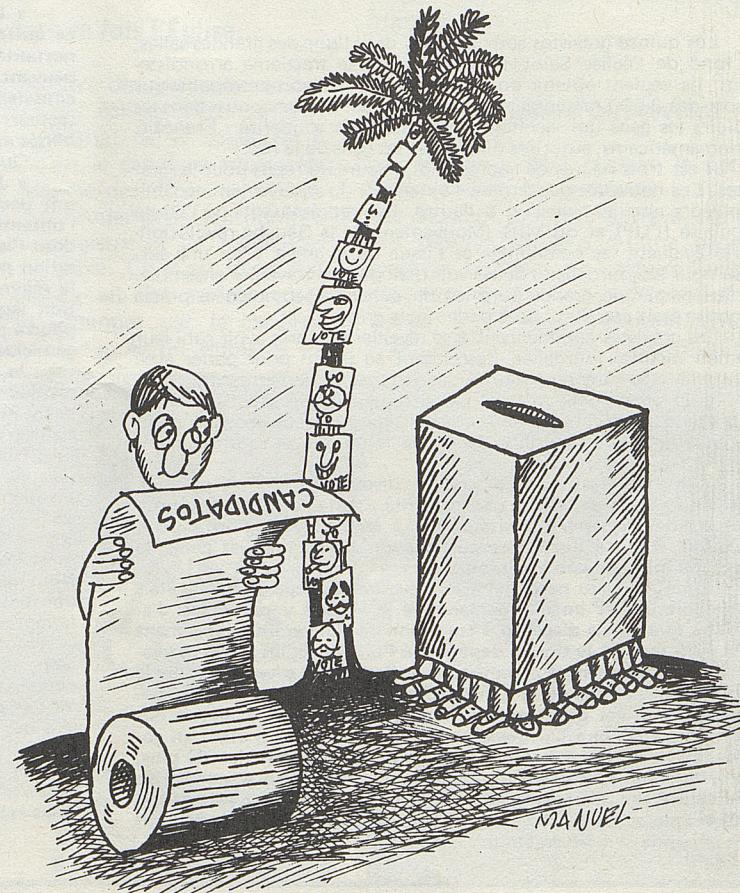
La gauche a une responsabilité sans précédent. Les grèves nationales du 19 juillet 1977 et celles de février et de mai 1978 ont paralysé le pays et ont, de plus, provoqué de violents accrochages avec l'armée et la police. La preuve est faite

que le peuple ne désire pas seulement protéger son niveau de vie, mais ne croit plus à ses gouvernements, qu'ils soient civils ou militaires.

Les tendances à l'Unité de la Gauche qui se manifestent sont sans précédent dans le pays. Elles ont permis la formation de deux fronts de la Gauche révolutionnaire : l'Union Démocratique Populaire (UDP) et le Front Ouvrier Paysan et Étudiant Populaire (FOCEP) qui ont obtenu plus de 16 % des voix à eux deux. Si l'on considère que 2,5 millions d'analphabètes n'ont pas eu le droit de vote et si l'on tient compte également des multiples obstacles mis en place par les militaires pour éviter une campagne électorale massive, on apprécie mieux l'impact des organisations de gauche sur la scène nationale.

La Constituante devient ainsi un lieu où les forces politiques pourront se mesurer, mais il est néanmoins certain qu'elle est seulement un ballon d'essai pour des événements plus importants qui auront lieu sur d'autres terrains, étant donnée l'impossibilité, dans un futur immédiat, pour les militaires et la droite en général, de trouver une solution à la crise économique et politique que traverse le pays.

A. PRIOR



candidats en exil

— En vous déportant, le gouvernement a pris un risque politique plus grand que par le passé, car il n'a pas seulement déporté des dirigeants politiques de la gauche péruvienne, mais aussi des candidats à une Assemblée qu'il avait lui-même convoquée. Ceci suppose-t-il une option répressive plus dure, plus claire ?

Ricardo Napuri : Parmi des centaines de prisonniers de droit commun et politiques, on a choisi des représentants d'organisations qui combattent au sein du peuple et assument sa représentation politique : UDP, FOCEP, et, à un autre niveau, PSR. On ne peut non plus ignorer l'importance de la déportation de Justiniano Apaza et de Valentín Pacho, tous deux dirigeants syndicaux dans l'un des secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière : Arequipa¹. Ceci démontre que le gouvernement et la bourgeoisie ont compris que le FOCEP et l'UDP, en s'alliant aux organisations de masse et en exprimant leurs revendications fondamentales, étaient en condition de se transformer en une option concrète, réelle, pour celles-ci.



Javier Diez Canseco : En plus de la signification qu'avait l'opposition sur le plan politique et pas simplement syndical, pour le mouvement populaire ont joué les conditions que traverse actuellement le pays. Beaucoup des organisations qui sont à l'intérieur de l'UDP ou du FOCEP ont pensé que les conditions actuelles sont révolutionnaires ou pré-révolutionnaires, ce qui accentue considérablement l'usure de la dictature militaire, du fait de la poussée soutenue, généralisée et unitaire de la lutte des masses.

Un autre élément rend cette situation particulière : le fait d'être envoyés en Argentine et remis aux Forces armées terroristes sans papiers et dans des conditions matérielles inadmissibles, avec, par contre, un long dossier sur chacun de nous où l'on nous accuse, entre autres, de la mort d'un général et de divers officiers lors de la chute d'un hélicoptère militaire, alors que nous étions déjà détenus. Tout ceci pour qu'on nous inflige là-bas le même traitement que celui réservé aux forces révolutionnaires argentines, y compris la possibilité d'une élimination physique.

Il y a une généralisation des accords entre les Forces armées et les polices latino-américaines. A cette escalade dans la répression, doit se répandre une plus grande coordination entre les forces révolutionnaires du continent. La coordination entre les forces de répression répond à des impératifs géo-politiques. L'exemple du général Veliz qui a été en poste à Buenos Aires est clair. Il a suivi ensuite là-bas un cours de guerre anti-subversive et aujourd'hui se retrouve ministre de l'Intérieur.

— La crise économique a entraîné des mobilisations chaque fois plus nombreuses et plus combatives du peuple péruvien. Les revendications actuelles sont-elles davantage que des revendications économiques ?

Ricardo Napuri : La grève du 19 juillet 1977 marque une date importante. Malgré les milliers d'ouvriers licenciés, les centaines de syndicalistes détenus, les mobilisations ont continué : contre les licenciements, pour les augmentations de salaires, contre la loi d'instabilité de l'emploi, contre la répression, et ont culminé dans la grève nationale des 22 et 23 mai dernier. Ces faits prouvent que les luttes ont débordé le champ purement revendicatif. L'affrontement entre les classes s'est polarisé. Les premiers moments de la crise révolutionnaire impliquent une perspective politique claire pour les ouvriers, les paysans sans terre et les autres secteurs populaires.

J. Diez Canseco : Une autre preuve de ce dépassement est l'importance des mobilisations réalisées par l'UDP, le FOCEP et les autres forces de gauche. Par exemple, dans la ville de Piura, au nord du pays, les paysans mobilisés par l'UDP se sont massivement mobilisés, à Chiclayo, les ouvriers des entreprises sucrières, à Chimbote et à Trujillo, les ouvriers de la métallurgie et de la pêche. Il en a été de même à San Martin, à Moquegua, à Puno, à Cusco, dans les mines de la Sierra Central et à Lima.

Les premiers résultats électoraux ont montré l'adhésion croissante des masses aux forces politiques de gauche. Aux dernières élections, celles de 1963, la gauche avait obtenu trois députés sur 183, le 18 juin dernier, elle a obtenu trente députés sur cent. Cela met à l'ordre du jour la lutte pour le pouvoir de toutes les forces démocratiques anti-impérialistes, comme alternative possible à la dictature militaire et à la grande bourgeoisie.

— 30 % de la population ont opté pour la gauche. Quelle conséquence cela va-t-il avoir sur l'éventail politique ?

Ricardo Letts : On se trouve en face d'une situation nouvelle, extraordinaire, surtout si on considère que ces résultats ont été obtenus au cours d'un processus brutalement anti-démocratique. Ce processus a exclu un tiers des électeurs sous prétexte d'analphabétisme, a réprimé la gauche qui, surtout pour l'UDP, le FOCEP et le PSR, a vu ses locaux occupés par la police, plusieurs dizaines de ses dirigeants et des centaines de militants de base mis en prison, ses droits démocratiques à faire usage de la radio et de la télévision bafoués — l'APRA qui jouit de l'appui du gouvernement a bénéficié de 60 % des espaces —, la suppression de sa presse, l'impossibilité d'organiser des meetings, etc. Si malgré tout cela la Gauche a obtenu 30 % des voix, cela veut dire que dans des élections réellement démocratiques, elle aurait eu la majorité absolue.

Si on pense que le gouvernement de l'Unité Populaire du Chili a été plébiscité avec des chiffres comparables, on peut penser que si la gauche s'unit, elle pourra être majoritaire dans le pays et parvenir au pouvoir. Si sa ligne est correcte, elle évitera alors les erreurs du gouvernement de l'UP : penser qu'il est possible de conquérir pacifiquement l'État.

J. Diez Canseco : Il est probable que l'Assemblée Constituante siégera, mais il est possible qu'au moyen de réglementations concernant les réunions préparatoires, on essaie de nous mettre sur la touche. Ils peuvent par exemple décider que tous ceux qui seront absents de ces réunions, n'auront pas droit de siéger dans l'Assemblée, notre condition d'exilés nous excluant automatiquement. Cela ne pourrait se faire qu'avec un accord entre l'APRA et le PPC, sous la patronage de la dictature militaire. Pendant ce temps, les sentiments et les forces unitaires vont continuer à croître dans le camp populaire. Il n'est pas exclu que l'Assemblée Constituante se voie dissoute, car elle sera sans doute un important champ de bataille pour la gauche dans la recherche de sa légitimation, en même temps que grandira le mouvement populaire qui est l'élément moteur des changements révolutionnaires.

Dans le cadre de cette crise économique et politique, je crois que dans l'avenir une crise révolutionnaire peut s'ouvrir pour laquelle il est indispensable d'accumuler des forces.

Ricardo Napuri : La montée des masses qui s'exprime aussi dans cette voie déformée de la lutte des classes qu'est la voie électorale, va produire, comme l'ont affirmé Letts et Diez Canseco, des modifications politiques profondes dans la vie du pays. Les masses vont prendre conscience de leurs propres possibilités, elles vont mûrir politiquement, renforcer leurs organisations de lutte, les syndicats et les comités de quartiers qu'elle formeront tant à Vitarte qu'à Chimbote.

Ainsi, dans la crise révolutionnaire qui est en gestation, cette ascension politique dissoudra les forces de la bourgeoisie et fera échouer sur toute la ligne le régime militaire. Même formelle, la démocratie coûtera très cher aux forces politiques de droite. Elles essaieront de répondre à l'ascension politique et revendicative des masses par des mesures dictatoriales plus ouvertes. Cela donne toute son ampleur aux responsabilités de toutes les avant-gardes qui parlent au nom du peuple, celles qui doivent lutter dans l'unité pour doter les masses d'un parti de classe, capable de les aider à vaincre les obstacles pour la satisfaction de leurs besoins élémentaires et pour leur propre pouvoir qui pour nous, au POMR, est le gouvernement ouvrier paysan.

Propos recueillis par
A. PRIOR

L'industrie de guerre brésilienne

La dénonciation par le gouvernement brésilien de l'accord militaire entre le Brésil et les États-Unis et ensuite — en août dernier — de tous les autres accords militaires entre les deux pays, n'ont absolument pas affecté le rythme d'élargissement

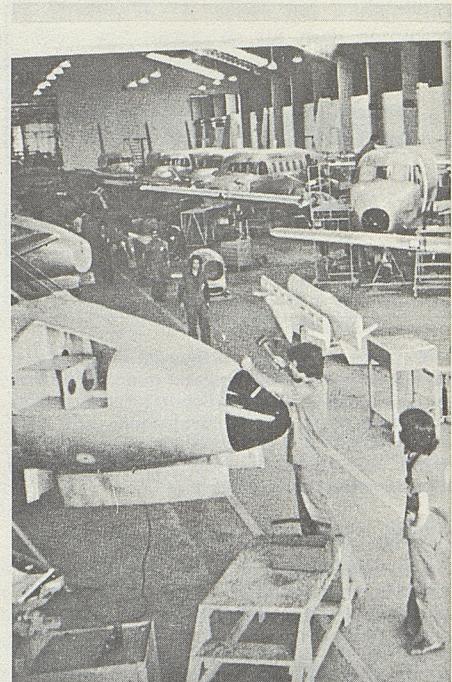
ment et de technification des forces armées brésiliennes.

En réalité, la dépendance du Brésil vis-à-vis des États-Unis dans ce domaine a considérablement diminué au cours des dernières années.

Les restrictions demandées par le Congrès nord-américain au cours des années soixante portant sur la livraison d'armes et d'équipements lourds aux Forces armées d'Amérique Latine (en les limitant aux armes légères et au matériel anti-guerillero et anti-subversif) ont été le cadre initial de ce processus qui atteint aujourd'hui son apogée.

Lorsque Washington a refusé de livrer des armes de guerre sophistiquées, les forces armées latino-américaines se sont tournées vers l'Europe. L'industrie

de guerre nord-américaine perd ainsi des affaires intéressantes. Reflétant l'intérêt de cet important secteur de l'économie nord-américaine, Nelson Rockefeller préconisait dans son « rapport » : « *Le pouvoir exécutif doit tenter d'obtenir la modification des « amendements Conte et Symington » de manière à permettre aux États-Unis de vendre des avions, des bateaux et d'autres équipements militaires d'importance aux nations les plus développées de l'hémisphère...* ». Les lois de restriction se sont mainte-



nues et le Brésil a alors tenté de trouver d'autres solutions au problème qui menaçait de retarder sa consolidation comme puissance continentale.

Malgré ces mesures, au cours des dernières années, et en particulier sous les gouvernements Nixon et Ford, le Brésil a renforcé de plus en plus sa position d'allié préférentiel des États-Unis en Amérique Latine.

La consolidation du Brésil comme puissance militaire est intimement liée à l'application des théories de l'École supérieure de guerre sur les « frontières vivantes » en expansion. Le Brésil a donc tenté de développer au maximum sa propre industrie de guerre, surtout depuis la création de l'« industrie de matériel de guerre au Brésil » (IMBEI), qui coordonne les activités de l'État et celles du privé, un pas important a été réalisé. Aujourd'hui, le Brésil produit tout le matériel de guerre conventionnel nécessaire à ses forces armées et présente aussi de gros excédents pour l'exportation.

Parmi le matériel abondant exporté figurent des chars de combat légers « Cascabel » et « Urutu ». Le premier dont la vitesse peut atteindre 100 km/h, est équipé de canons de 90 mm et d'une mitrailleuse 7,62. L'« Urutu » est un char amphibie, équipé de canons de 116 et 20 mm, une installation de fusées et deux mitrailleuses de 30 et 50 mm. Figurent aussi les avions « Xavante », jet spécial pour la lutte anti-guerilla, les « Neiva » et les « Aérotec T-23 » d'entraînement, ainsi que les « Embraer Z » de transport.

Les exportations sont destinées aux pays de l'Afrique Noire (le Nigéria a acheté 40 « Aérotec T-23 », le Togo trois



jets « Xavante »), aux Arabes et aux pays d'Amérique Latine. L'exportation la plus importante a été négociée avec la Lybie : 400 blindés « Cascabel » à un prix d'un million de dollars.

Ces ventes massives de matériel de guerre à l'étranger représentent beaucoup dans deux domaines pour le renforcement du Brésil dans ses aspirations de grande puissance. En premier lieu, les ventes vers des pays extra-continentaux représentent un revenu additionnel de devises, qui permet aux Forces armées brésiliennes d'augmenter leurs achats en Europe d'équipements de guerre super-sophistiqués, non encore fabriqués dans le pays, comme les sous-marins, les frégates lanceuses de missiles et les avions supersoniques. Ensuite, avec la livraison d'armes aux pays voisins — avec des conditions de paiement exceptionnelles et même gratuitement — le Brésil tente de consolider son hégémonie sur ces derniers. Actuellement, les Forces armées de Bolivie, du Paraguay, de l'Uruguay et du Chili sont équipées en grande partie avec du matériel de guerre brésilien. Si la tendance actuelle se maintient, en 1980 la majorité de leurs armements seront « made in Brasil », ce qui les transformerait en simples appendices des Forces armées brésiliennes.

La livraison d'armes brésiliennes assume une importante stratégie, exceptionnelle dans le cas des différences actuelles existant entre l'Argentine et le Chili à propos du canal de Beagle.

En raison de la participation des services d'Intelligence brésiliens dans le renversement du gouvernement de l'Unité populaire — au moins aussi importante que celle de la CIA et de l'ITT — le Brésil a une grande influence auprès du gouvernement d'Augusto Pinochet.

En essayant de consolider l'axe stratégique entre le Brésil et le Chili, le gouvernement brésilien a continué de financer et de fournir en masse des aliments et des armes aux pays andins.

Malgré la discréption naturelle qui entoure ce genre de négocios, on sait que le Chili a acheté au Brésil, outre de grandes quantités de matériel de guerre léger, des équipements de transport et de communications, un minimum de vingt avions « Xavantes », trente chars de combat et un grand nombre de vedettes policières, comme celles utilisées dans les îles des mers australes.

L'industrie de guerre du Brésil se transforme ainsi en un important facteur géopolitique, permettant que les militaires expansionnistes du Brésil consolident leur hégémonie sur les pays voisins et augmentent la pression sur l'Argentine.

Paulo R. SCHILLING
Service spécial
de Prensa Latina

CONCOURS D'ABONNEMENT

Gagnez un voyage au Mexique pour deux personnes pour 1979, offert par **Urgent Amérique Latine** et **UNICLAM-Voyages**, en vous abonnant à **Urgent Amérique Latine** avant le 20 octobre 1978.

Le prix comporte le voyage A/R et un séjour complet de 21 jours au Mexique pour deux

personnes.

En raison des modifications de la durée du séjour, la date du tirage au sort, effectué parmi les abonnés, a été repoussée au 23 octobre 1978, au siège du journal. Le nom du gagnant sera communiqué personnellement et publié dans le numéro de novembre.

A TRAVERS LE MEXIQUE (circuit UNICLAM-Voyages)

Circuit de 21 jours pour 2 personnes

Jour 1 : PARIS-MEXICO : envol en début d'après-midi pour MEXICO. Transfert et installation à l'hôtel.

Jour 2 : MEXICO : le matin, visite de la ville. Après-midi : visite du Musée d'Anthropologie.

Jour 3 : MEXICO : journée libre.

Jour 4 : MEXICO/TECOLUTLA : le matin, départ pour TECOLUTLA. En route, visite du site archéologique de TEOTIHUACAN. La route traverse une succession de zones nettement définies, tout y est différent : le climat, la végétation, la faune, les couleurs et les costumes : le panorama nous montre les agaves et les figuiers de Barbarie, des bois de liquidambar, les chênes-rouvres et les champs de blé, de canne à sucre... En arrivant à l'État de Vera-Cruz, on trouve des bananiers géants, des hauts palmiers, toute une végétation exubérante. Arrivée et installation à l'hôtel.

Jour 5 : TECOLUTLA/VERACRUZ : Avant de prendre la route pour Veracruz, visite de la ville de PAPANTLA, capitale des Totoniques, ou « Civilisation du Tajin ». Visite du site archéologique « El Tajin » (le dieu de la pluie). La pyramide décorée de 365 niches est le monument le plus célebre de toutes les constructions totonaques.

Dans l'après-midi, départ pour VERACRUZ par une route longeant le golfe de Mexico. Arrivée et installation à l'hôtel. Le port de Veracruz est réputé pour la gaieté de ses habitants.

Jour 6 : VERACRUZ/VILLAHERMOSA : après une matinée libre pour profiter de la magnifique plage de Mocambo à Veracruz, départ pour VILLAHERMOSA.

Jour 7 : VILLAHERMOSA/CAMPECHE : matinée libre. Après le déjeuner, départ pour CAMPECHE par la route en dehors des circuits touristiques. Nous prendrons le bateau pour arriver dans l'île del Carmen. Visite de l'île et continuation sur CAMPECHE.

Jour 8 : CAMPECHE/MERIDA : en route, UXMAL.

Jour 9 : MERIDA : le matin, visite du CHICHE-NITZA. Retour à Merida et fin de journée libre.

Jour 10 : MERIDA/PALENQUE : tôt le matin, départ pour PALENQUE. Visite des ruines dans l'après-midi.

Jour 11 : PALENQUE/SAN CRISTOBAL : le matin, départ pour SAN CRISTOBAL. Si la nouvelle route est praticable, on arrive à SAN CRISTOBAL pour le déjeuner. Après-midi libre.

Jour 12 : SAN CRISTOBAL : matinée libre, pour visiter le marché de SAN CRISTOBAL. Dans l'après-midi, visite d'un village indien.

Jour 13 : SAN CRISTOBAL/OAXACA : très tôt le matin, départ pour OAXACA.

Jour 14 : OAXACA : le matin, visite de MONTE ALBAN. Après-midi libre pour visiter la ville.

Jour 15 : OAXACA/PUERTO ESCONDIDO : le matin, départ pour PUERTO ESCONDIDO, petit port au sud d'OAXACA, sur le Pacifique.

Jour 16 : PUERTO ESCONDIDO/ACAPULCO. Après une matinée de détente sur les plages de PUERTO ESCONDIDO, départ pour ACAPULCO. Arrivée et installation à l'hôtel.

Jour 17 : ACAPULCO : journée libre.

Jour 18 : ACAPULCO/TAXCO : le matin, départ pour TAXCO.

Jour 19 : TAXCO/MEXICO : dans l'après-midi, départ pour MEXICO.

Jour 20 : MEXICO : journée libre.

Jour 21 : MEXICO/PARIS : dans la matinée, envol pour Paris.

Jour 22 : PARIS : arrivée en début d'après-midi.

Dates : avril : 06 ; mai : 06 ; juin : 03 ; juillet : 01, 11 ; août : 03, 10 ; septembre : 02.

Ce circuit inclut :

- le vol PARIS/MEXICO/PARIS
- tous les transferts intérieurs en bus climatisés;
- le logement en hôtel confortable en chambre triple ;
- le petit déjeuner ;
- les visites et excursions reprises au programme ;
- l'assistance d'un accompagnateur bilingue..

Cuba : 11e festival de la jeunesse

Pour la quantité de jeunes (20.000) de tous les pays du monde qui y participent, le Festival de la Jeunesse est un événement. Cette année, le Xle a lieu à Cuba entre le 28 juillet et le 15 août.

Dans la majorité des pays du monde, l'organisation d'un tel festival aurait signifié la mise en marche d'une machine administrative imposante, tandis que l'homme et la femme de la rue auraient vu leur participation se limiter à leur note d'impôts et à suivre des spectacles sur des écrans de télévision. A Cuba, cela se passe différemment.

Depuis déjà plusieurs mois, l'ensemble de la population vit au rythme du Festival. Surtout à la Havane où il se déroulera. Ouvriers, employés, étudiants, membres des Comités de défense de la révolution, enfants des écoles, tout le monde, à un niveau ou à un autre, participe. Au coin des rues, des gens vendent des objets fabriqués artisanalement pour amasser des fonds. Les grands noms de la culture cubaine ont apporté leur concours : Portocarrero a donné l'une de ses « fleurs » qui sera l'affiche du festival,

Nicolas Guillen a publié une édition spéciale de ses poèmes pour apporter de l'argent.

La Havane est en train de faire toilette. Il y a peu de temps, les rues montraient des alignements de façades délavées (la peinture est une denrée chère). Aujourd'hui, la folie du pinceau a gagné les habitants. On peint les maisons, les édifices publics, on répare les rues, on soigne les espaces verts, on bouche les trous. Les habitants de la Havane se sont, à travers le travail volontaire, transformés en peintres, en jardiniers et en ouvriers des travaux publics.

« Vue d'avion, la ville ressemble un peu à une fourmillière », raconte un journaliste cubain. « Tout le monde est décidé à offrir aux 20.000 jeunes visiteurs étrangers le spectacle d'une belle ville, malgré les quinze ans de blocus économique et de fermeture au tourisme ». Le long de la rue Obispo dans les vieux quartiers de la Havane, est exposée une partie des 5.830 objets que la municipalité a reçus pour constituer ce qu'ils appellent la « valise de l'amitié ». Ce sont des cadeaux, faits à la main par des habitants, pour les jeunes participants au

Festival : sacs tissés, colliers de graines, masques folkloriques, etc. Des signes de tendresse et d'hospitalité, disent les Cubains.

Cuba sera représenté au Festival par 2.000 jeunes choisis par des élections et 5.000 invités (30 % de femmes). La première pré-sélection, l'année dernière, avait fourni une première liste de 145.000 candidats. Ensuite, chaque entreprise, école et université, a fait son choix.

Les enfants ne sont pas les derniers. A travers toutes les écoles du pays, on collecte des fonds, on fabrique des objets et on se prépare pour les démonstrations de gymnastique et les concours de dessins. 20.000 enfants participeront aux côtés des plus âgés à des activités enfantines dans le « Campement international du 26 Juillet », sur la plage Varadero, l'une des plus belles du monde. Trois mille enfants participent actuellement à un grand concours intitulé « Craie sur l'asphalte ». Les invités du Xle Festival pourront voir une *Exposition internationale de plastique enfantine* dans le cadre du Programme de l'Enfance, et un *Carnaval de la solidarité* avec des attractions, des anniversaires collectifs d'enfants, etc.

L'accueil des délégations étrangères

« On porte une attention spéciale », dit Julio Lemus, dirigeant de l'UJC cubaine, à la création de Comités nationaux préparatoires. Le 23 mars, il y avait 112 comités regroupant 1.500 organisations de jeunesse, d'étudiants, de syndicats, etc. Il y en avait 33 en Amérique Latine, 29 en Europe, 24 en Afrique, 12 au Moyen-Orient et 14 en Asie ».

La revue *Bohemia* de juin signalait que « la Commission préparatoire permanente du Festival annonçait la création du Comité national préparatoire n° 125 au Bangla Desh qui enverrait au Festival une délégation de vingt membres ». Les 20.000 participants étrangers sont ainsi le résultat d'une multitude de petites additions.

Les délégations étrangères arriveront à Cuba par avion et par bateau. Un bateau soviétique ramassera en particulier les délégations des pays méditerranéens.

A Cuba, on se prépare et on attend. « La préparation du Xle Festival, dit Julio Lemus, est devenue un formidable moyen de mobilisation des jeunes vis-à-vis de la révolution. Cette campagne a commencé à montrer le sens du Festival et à préparer politiquement et psychologiquement la jeunesse et l'ensemble du peuple cubain à être les dignes hôtes des jeunes du monde entier. ».

Carmen Gloria DUNNAGE



la mécanisation agricole : création de chômeurs en amérique latine



De nos jours, lorsque l'on parle de développement agricole, l'idée première qui vient à l'esprit, c'est le tracteur. La machine agricole est supposée être le gage d'une croissance des rendements de la terre et d'une augmentation de la productivité du travail. Ces mythes sont bien ancrés dans les consciences des hommes politiques, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition.

Pourquoi parler de mythes ? Tout ce qui accroît la production n'est-il pas bénéfique, tout ce qui économise l'effort de l'homme ne doit-il pas être encouragé ? Si les choses étaient si simples il n'y aurait en effet qu'à applaudir, mais l'introduction de technologie moderne dans le monde agraire des Andes ou des llanos pose toute une série de questions que l'on ne peut éluder.

Si nous parlons de mythe, c'est que le tracteur et l'équipement qu'il dessert posent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent.

Précisons tout de suite un point. Il est faux de dire que le tracteur permet d'augmenter le rendement à l'hectare car c'est essentiellement un engin de traction. On peut évidemment y accoupler une charrue, une herse, des semoirs, une moissonneuse, etc., mais ces machines elles non plus ne vont pas faire pousser plus abondamment le blé, le maïs ou le soja. L'homme peut faire exactement le même travail, tout aussi bien, sinon mieux car certaines machines, telles les récolteuses laissent beaucoup de déchets sur le champ. Du point de vue de l'action sur le sol, un seul avantage généralement reconnu : le labour en profondeur, une bonne aération du sol. Mais aujourd'hui les écologistes remettent en cause cette manière de faire, car on

détruirait par là une quantité de micro-organismes indispensables à la fertilisation du sol.

Quels sont donc les avantages de la machine ? Cela se résume en un mot : la vitesse. La mécanisation permet des gains de temps très appréciables. Aux États-Unis, entre 1830 et 1896, le passage des moyens conventionnels à la moissonneuse-batteuse a entraîné un gain de temps de 86 %, c'est-à-dire que pour produire 1.800 litres de blé à l'hectare, il fallait en 1830, 144 hommes/heure, en 1896 plus que 22 hommes/heure, et en 1930, 8,25 hommes/heure. En 1975, il n'en fallait plus que 3. Progrès stupéfiant, mais il faut tenir compte des conditions propres aux États-Unis, à savoir une disponibilité énorme de terres vierges (ou plutôt de territoires de chasse enlevés aux Indiens) et un manque de main-d'œuvre agricole. Néanmoins, retenons cet effet général de la mécanisation : on peut

labourer plus vite donc on peut couvrir une plus grande surface avec le même nombre d'hommes. Retournons maintenant le char, si l'on peut dire : avec la machine agricole on peut cultiver une même surface avec moins de main-d'œuvre.

Dans tous les cas nous allons nous trouver confrontés à ces deux types de situation :

- une grande disponibilité de terres comme au Paraguay, au Brésil et en Argentine, avec une main-d'œuvre relativement réduite,
- une très faible réserve de terres et une population rurale abondante, comme cela se trouve dans tous les apys andins et en Amérique centrale.

Par conséquent l'introduction du tracteur et des machines dans ces deux contextes va avoir des effets très différents. Dans le premier cas peu ou pas d'effets propres à la mécanisation, dans le second cas le déplacement direct ou indirect de travailleurs agricoles et de petits paysans.

Extension de l'agro-business

Le Brésil, et dans une moindre mesure le Paraguay sont des pays où l'agriculture est en expansion. Dans certains cas on trouve une colonisation européenne de type moyen, avec des parcelles de quelque cent hectares, ou même moins. Le Paraguay par exemple est investi par ce type de colonisation, qui forme une mosaïque de communautés de provenances fort diverses : Russes blancs, Polonais, Allemands, Suisses, etc. Le Brésil aussi connaît ce genre d'établissement. Ces colons sont généralement un capital de départ et ils utilisent assez intensivement les différentes machines agricoles. Ils portent en eux le modèle européen de développement, qui est basé sur le tracteur. En outre la main-d'œuvre locale n'est pas très abondante, et elle n'est pas qualifiée.

Mais ce type de colonisation est aujourd'hui largement supplanté par le phénomène de l'agro-business. De grandes compagnies multinationales achètent de vastes étendues de terres au Brésil pour y implanter un élevage extensif, l'exploitation du bois, ou encore des cultures très rentables telles que le soja. A fin 1975 le gouvernement brésilien avait approuvé huit projets de colonisation de la forêt amazonienne, couvrant des millions d'hectares. La Jari S.A. du milliardaire américain Keith Ludwig possède 1,5 millions d'hectares, ce qui constitue la moitié de la surface de la Hollande¹. Le Mato Grosso et la forêt pénétrée par la transamazonienne sont les régions de prédilection pour l'investissement des multinationales. Bien que l'on ne dispose

pas de chiffres très précis, les bénéfices de ces opérations sont assez élevés, en tout cas égaux (en pourcentage) aux investissements industriels. En ce qui concerne l'élevage, on ne saurait dire que la constitution de ces ranchs géants est très « *capital intensif* » puisque le nombre de têtes à l'hectare est généralement faible. Mais l'agro-business voit plus loin. Il réalise très souvent l'intégration verticale de l'agriculture, par exemple en créant une usine d'abattage et de conditionnement-réfrigération de la viande en aval de la production et des expériences d'insémination et de croisement de races en amont. Dès lors il ne s'agit plus simplement d'élevage extensif traditionnel à l'uruguayenne mais d'une véritable entreprise industrielle au niveau agricole. En outre, pour le défrichement de la forêt, le nivellement des terres, les travaux de drainage et de retenue d'eau, la mécanisation est utilisée intensivement. La stratégie de ces firmes est claire : créer rapidement des sources d'approvisionnement en produits primaires des marchés européens, disposer de réserves importantes de viande au cas où la production occidentale ne suffirait plus ou en cas de trop forte hausse des prix.

Au niveau interne du Brésil ce phénomène entraînerait une prolétarisation du petit paysan de tenure précaire, les « *posseiros* », qui sont systématiquement délogés par des procédés d'intimidation (empoisonnement de leur bétail, brûlis des cultures, voire agression physique). Les « *posseiros* » deviennent alors employés des grands ranchs, dans le meilleur des cas. Ils peuvent aussi se convertir en « *boias frias* », prolétariat rural habituellement sans terre et qui constitue une main-d'œuvre saisonnière d'appoint, au moment des récoltes par exemple.

L'agro-business est donc essentiellement basé sur l'expansion du capital financier (les banques brésiliennes achètent aussi des terres) et du capital physique sous des formes les plus diverses, mais dont l'effet recherché est toujours la vitesse maximale dans l'extraction du surplus. Le petit tenancier de la terre n'est jamais aussi rapide, c'est pourquoi il est inexorablement délogé par les procédés modernes de production. Ces procédés ne peuvent être implantés qu'avec un puissant appareil idéologique et politique qui fait croire que ce type de développement c'est le Progrès, et que tout le reste n'est qu'archaïsme. On aboutit ainsi à la formation d'une gigantesque agro-industrialisation dont les contours exacts et les effets sociaux sont encore incalculables, mais assez inquiétants pour qu'on les dénonce.

Sans l'expansionisme capitaliste le problème de la main-d'œuvre ne se pose

pas directement par rapport à la machine, car la force de travail est réduite², ou plus précisément il n'existe pas de population indigène nombreuse et solidement implantée. Panorama tout à fait différent dans les régions andines et en Amérique centrale. Le Costa Rica compte quarante habitants au kilomètre carré, l'Équateur vingt-cinq, le Mexique trente-deux, alors que le Brésil n'en a que treize, l'Argentine neuf, le Paraguay sept. Si la Bolivie a une densité générale très faible (5 habitants au kilomètre carré), sa zone andine dépasse les chiffres des pays d'Amérique centrale, soit autour de deux cent cinquante habitants au kilomètre carré. Il faut donc tenir compte des différences régionales pour avoir une vision correcte des choses. Dans presque tous les pays densément peuplés on trouve une population indigène numériquement très importante, occupant les terres les plus pauvres et cultivant de petites parcelles. Ces régions sont généralement montagneuses, entrecoupées de vallées plus fertiles où se situent les villes principales (Cusco, Huancayo au Pérou, Cochabamba en Bolivie, Quito en Équateur). La disponibilité en terres y est très faible. Tout a été occupé par les Espagnols qui, à la Conquête, ont implanté leurs anciennes haciendas dans les vallées et refoulé les Indiens vers les montagnes ou les zones arides. L'agriculture dans ces régions, est le plus souvent une agriculture de subsistance (pomme de terre, maïs, blé où c'est possible, coca, olluco, quinua, etc.) avec dans certains cas, l'existence d'îlots pratiquant l'élevage pour l'exportation de laine, comme dans le centre et le sud du Pérou. La technologie du petit paysan est relativement primitive, araire à bœufs, parfois encore des instruments à pied, la *taccla*, l'*araucua*, sortes de bêches d'origine incaïque ou préincaïque. Bon an mal an ce paysan se débrouille pour survivre, s'employant une partie de l'année dans les haciendas ou les fermes d'État de la côte pacifique. Lorsque sa situation empire, à cause de la hausse des prix qui le prend à la gorge, ou lorsqu'il est fils d'agriculteur ne disposant que de quelques malheureux hectares, il s'en va à la ville, monde féérique dont il attend beaucoup et dont il n'obtiendra qu'une case humide dans une *barriada*³, sans eau, ni égouts, ni électricité et généralement sans travail.

Le tracteur ne trouve pas dans les Andes un terrain très favorable pour sa diffusion. Il est d'ailleurs de fait relativement peu implanté. Si le Brésil, l'Argentine et le Mexique comptent les deux tiers de tous les tracteurs d'Amérique Latine, la Bolivie n'en comptait en tout et pour tout que 720 en 1974. Le Pérou en disposait de 12.000 mais concentrés sur la côte, très peu dans les Andes. Au Costa



La mécanisation des campagnes n'est pas partout

Rica on trouve un tracteur pour 377 hectares et seulement 5 % des exploitations sont mécanisées (en Europe 1 tracteur pour 20-30 hectares avec presque 100 % de mécanisation).

Mais comme partout ailleurs la mécanisation tend à progresser, du moins au niveau des ventes. Elle trouve son support chez les grands exploitants de la terre ou auprès des organismes agricoles d'État, dont l'idéologie est foncièrement mécaniste. Chaque dirigeant de coopérative agricole au Pérou se fait un point d'honneur, lorsqu'il est nommé, de dépenser le gros de son fonds d'investissement à l'achat de matériel agricole, sans enquête préalable concernant ses besoins réels. Il achète un ou plusieurs tracteurs avec des charrues à disque, des herses, des semoirs, etc., matériel qui se casse assez

rapidement et qu'il aura toutes les peines du monde à faire réparer. En outre il achète des camionnettes et des voitures, dont la durée de vie sera de quelques mois à peine, le réseau routier étant dans un état catastrophique. Ainsi apparaît un gaspillage épouvantable qui va au détriment direct de la production réelle.

Au Honduras, sur deux mille tracteurs existants, trois à quatre cents sont constamment hors d'usage. Dans la région de Puno (Pérou), la moitié du parc est immobilisée en permanence. Partout la machine est mal utilisée, partout elle coûte plus qu'elle ne rapporte. Et en outre elle déloge des hommes. Le capital déplace le travail. Les opérations que l'on pouvait faire adéquatement avec des hommes et des animaux (labours, désherbage, récolte), on préfère les réaliser avec des ma-

chines que l'on ne sait pas utiliser correctement.

Les études réalisées en Amérique Latine montrent que chaque tracteur déplace environ cinq hommes/année. Une de ces personnes retrouve du travail dans le secteur agricole, mais les autres doivent s'en aller. Un tracteur provoque le déplacement hors du secteur agraire de quatre personnes. Ces travailleurs quittent la campagne pour la ville, où ils croient trouver du travail, mais la plupart du temps en vain. La mécanisation agricole est responsable d'environ 15 % de l'exode rural en Amérique Latine, le reste provenant d'une croissance démographique disproportionnée par rapport aux possibilités de production et d'une mauvaise répartition de la terre. Ce qui est dramatique dans ce processus, c'est que le secteur industriel est incapable d'absorber l'excédent rural, comme c'était le cas en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles. En fait il n'y a pas, dans la plupart des pays de véritable industrialisation. Ce ne sont que des filiales d'entreprises étrangères, très intensives en capital, qui s'installent. Dès lors il est inévitable que la ville n'est pas un débouché pour la campagne, mais une voie de garage, le stockage de millions d'individus dans des ceintures industrielles aux conditions de vie infrahumaines.

Une mécanisation bénéfique

Mais la mécanisation n'est-elle donc que néfaste ? Faut-il la rejeter à tout prix, prôner un mode de développement à technologies douces, ou intermédiaires, selon un modèle écologique européen ? Non, tout n'est pas négatif dans la mécanisation agricole. Cela dépend des conditions locales. Nous disons que lorsque les structures socio-économiques sont fondamentalement inégalitaires, que l'on se trouve dans une situation de latifundio-minifundio, la mécanisation intensive est une aberration, parce qu'elle accroît les inégalités sociales. Les riches abaissent leurs coûts de production et augmentent ainsi leur rente différentielle par rapport aux petits paysans, provoquant à terme la disparition de ces derniers.

Par contre, là où les structures ont été réformées, modifiées dans un sens d'une meilleure répartition ou dans une offre accrue des possibilités de travail, dans ce cas la mécanisation peut très bien être envisagée. L'exemple parfait d'une telle situation est celui de Cuba, et plus spécifiquement le problème de la récolte de la canne à sucre. Lors de la Révolution (1959), cette récolte se faisait à la main, pendant trois à quatre mois, au moyen de trois à quatre cent mille « *macheteros* » qui le reste de l'an-

née étaient en semi-chômage. Dès l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir, des essais sont tentés pour concevoir une machine coupeuse de canne, qui permettrait d'économiser la force de travail. Cette recherche, encouragée par E. « Che » Guevara, alors ministre de l'Industrie, a beaucoup tâtonné et il a fallu l'appui technologique de l'URSS pour qu'une coupeuse de canne, effeuilleuse et tronçonneuse en même temps puisse être dessinée et produite industriellement. Actuellement, 35 % de la récolte sont effectués par ces combinées et en 1980 ce seront 60 %. L'économie de main-d'œuvre est ainsi considérable. Mais si Cuba connaît encore le régime antérieur, ce serait catastrophique, car on accroît le nombre des sans-travail. Il n'en est pas ainsi actuellement car le gouvernement socialiste a posé comme principe que chacun aurait un emploi, et d'autre part il a entrepris des travaux d'investissement considérables, dans l'agriculture et dans l'industrie, permettant ainsi d'absorber les anciens *macheteros*. Mécanisation réussie, mais non transposable ailleurs, car les structures n'ont pas changé dans les autres pays. Le Pérou pourrait être une exception à cet égard. Les structures ont effectivement évolué au niveau agraire, les *haciendados* ayant été expropriés. Mais le reste de l'économie n'a pas bougé, les emplois industriels sont limités et le gouvernement n'est guère... socialiste.

Aussi la mécanisation de l'agriculture doit-elle être vue avec méfiance en Amérique Latine, lorsque l'on connaît ses effets. Trop de personnes qui se disent « révolutionnaires » croient que la machine c'est l'avenir. Mais comme nous le disions au début de cet article, la machine crée plus de problèmes qu'elle n'en résout. Son introduction suppose un coût extrêmement élevé et un rendement négatif pendant des années. La libération du travailleur ne viendra pas d'une mécanisation intensive, mais d'un changement de structures et de mentalité. La machine n'est qu'un instrument de pénétration capitaliste à la campagne, avec comme conséquences l'exode rural, la dépossession du sol, la prolétarisation à des niveaux de salaire dérisoires.

Claude Auroi,
chargé de cours à l'Institut d'Études
du Développement - Genève.

1. Voir le livre de Gérard Garreau, *L'Agro-business*, Calmann-Lévy, 1977.

2. Tout est relatif naturellement. On peut « théoriquement » concevoir que les chômeurs des bidonvilles soient transportés à la campagne, mais ce n'est pratiquement guère pensable dans la structure actuelle.

3. Le Pérou des militaires appelle les *barriadas* du nom de « *pueblo joven* » (village neuf ou jeune village) pour ne pas appeler un chat un chat et un bidonville un bidonville.



LES DISQUES L'ESCARGOT PRÉSENTENT

UNE NOUVELLE COLLECTION ...

ESC 359



ESC 362



ESC 363



ESC 366



DISQUES L'ESCARGOT,

99, rue de Vaugirard 75006 PARIS tél: 544.55.31+. PROMOTION SPECTACLES: Jean TERRIER.



LES DISQUES L'ESCARGOT PRÉSENTENT

UNE NOUVELLE COLLECTION ...

ESC 359



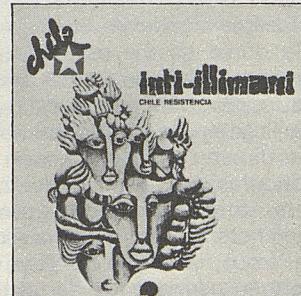
ESC 362



ESC 363



ESC 366



DISQUES L'ESCARGOT,

99, rue de Vaugirard 75006 PARIS tél: 544.55.31+. PROMOTION SPECTACLES: Jean TERRIER.



à l'arrière plan d'une conférence: les marins pêcheurs

Du 22 mars au 19 mai s'est déroulée à Genève la Troisième Conférence sur la Mer, avec la participation de 5.000 délégués représentant 158 pays. Trois résolutions principales ont été adoptées concernant les eaux territoriales, l'exploitation des fonds sous-marins et la situation des pays sans accès maritime. Ces problèmes touchent de très près les pays latino-américains dont les zones de pêche et les eaux territoriales ouvrent l'appétit des grands consortiums européens et américains. La conférence était bien sûr consacrée aux aspects juridiques internationaux, pourtant, les discussions ont aussi porté sur les intérêts non gouvernementaux. Sous le couvert du droit international, beaucoup de pays, latino-américains en particulier, n'ont fait que défendre et négocier les intérêts privés.

Pendant ce temps-là, dans leurs pays, des millions de marins pêcheurs, absents et victimes des politiques nationales et internationales, livrent leur bataille quotidienne contre la mer pour lui arracher leur subsistance.

Au-delà des problèmes de juridiction internationale des mers, de zones territoriales et d'accords multi-latéraux, vivent le long des côtes latino-américaines plus de vingt millions¹ de marins-pêcheurs, naviguant à la pêche artisanale. Cette population, en marge des accords internationaux, dépend exclusivement des politiques maritimes de chaque pays. Le long du littoral des deux océans, l'Atlantique et le Pacifique, vivent des millions de familles dont les hommes, de pères en fils naviguent à la pêche. Installés dans de petites criques, idéales pour leurs embarcations, pour le faible tirant d'eau, som-

mairement aménagées, ces marins-pêcheurs constituent en Amérique Latine une branche économique « en veilleuse ». L'outil de travail est une chaloupe ou un canot à avirons. Dans les meilleurs des cas, ces petites embarcations sont équipées d'un vieux moteur de bord. L'équipement est sommaire et la chance joue un grand rôle. Par presque tous les temps, ces rudes « travailleurs de la mer » prennent le large à la recherche de la nourriture quotidienne. Cette vie à la mer a créé une véritable culture de légendes et de récits mythiques.

La situation sociale et économique

des marins-pêcheurs artisanaux d'Amérique Latine est peut-être pire que celle de beaucoup d'ouvriers et de paysans du continent. Traits-d'union entre la mer et les ports de pêche, ce sont des prolétaires généralement isolés les uns des autres, disposant d'un instrument de production. Dans la plupart des pays du sous-continent, ils forment le groupe social le moins organisé, aussi sont-ils la proie facile des trafiquants et des intermédiaires dont ils subissent les fluctuations de l'offre et de la demande. Seuls dans certains pays, comme le Pérou, existent des syndicats de pêcheurs organisés qui représentent une force sociale réelle. En Colombie, Équateur, Venezuela, Chili et Argentine, les syndicats existent bien, mais ne sont en réalité que des structures de contrôle de l'État ou des entreprises d'armement privées. Aussi, ce sont peut-être aujourd'hui, les coopératives qui représentent le meilleur moyen de lutte pour la satisfaction de leurs revendications les plus immédiates. Les coopératives, où elles existent, permettent d'assurer une vente minimale du poisson, la fourniture des appareaux indispensables, l'obtention des permis de navigation et de lutter pour les pensions de vieillesse. Malheureusement, dans la plupart des cas, les coopératives n'existent pas. L'éloignement des centres portuaires et l'isolement naturel des criques obligent les pêcheurs à vivre en marge des processus économiques qui les condamnent.

Dépourvus d'organisations syndicales, abandonnés par les pouvoirs publics et les partis politiques, les marins-pêcheurs de la pêche artisanale sont les victimes des grandes entreprises de pêche et de la foule des intermédiaires qui pullulent dans ce secteur. Soumis à la loi de l'offre, ils n'ont d'autre alternative que d'accepter les conditions d'achat qu'on leur impose pour le poisson ou le matériel (filets, carburant, pièces de rechange). Faute de moyens et de crédits pour avoir une infrastructure minimale de stockage, les marins-pêcheurs sont obligés de travailler au jour le jour. Quand la pêche est mauvaise, la misère et la pénurie s'abatent comme la peste. La pêche est l'unique source de revenu et de nourriture pour la totalité des familles. « *A mauvaise pêche, mauvais repas* », dit un proverbe côtier.

Eaux territoriales, monopoles, pénurie...

Les accords internationaux sur la délimitation des eaux territoriales, les traités de concession, ne tiennent évidem-

1. Estimation 1965 du BIT.

sociétés

ment aucun compte de ces millions d'artisans de la mer.

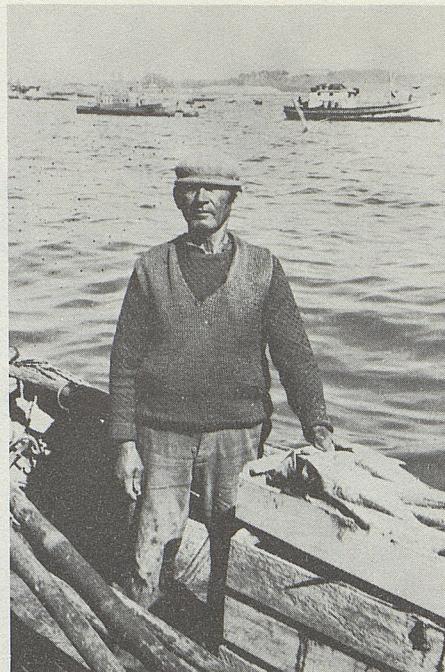
Depuis plusieurs années, les pêcheurs de certaines zones très poissonneuses (comme la côte péruvienne) reviennent à terre sans une prise. Les « anchovetas », les merlus et les sardines ont disparu du littoral, malgré les règlements juridiques de délimitation territoriale. « Maintenant, pour rentrer avec une pêche régulière, il faut aller plusieurs milles en haute-mer », déclarait, il y a peu, un pêcheur péruvien à un quotidien de Lima, « aller en haute-mer signifie souvent risquer sa vie, nos embarcations étant trop fragiles pour résister avec sécurité aux chocs des vagues, mais nécessité oblige ». C'est le seul moyen de concurrencer les chalutiers de haute-mer, ces « transatlantiques de la pêche ». La pêche industrielle intensive, au mépris du milieu marin, entraîne une détérioration croissante des conditions de vie des marins de la pêche artisanale et de leurs familles. Étendues à 200 milles, les concessions de pêche aux grands chalutiers étrangers (surtout japonais) se sont accrues considérablement, ce qui n'empêche pas, par ailleurs, de nombreuses violations territoriales des zones de pêche par d'autres armements étrangers, sans que les pays lésés n'aient les moyens d'exercer un contrôle.

Le gouvernement argentin vient de

signer un « contrat » avec une firme japonaise qui aura le droit de pêche en Atlantique, en-dessous du 40e parallèle. La compagnie maritime argentine Elma (aujourd'hui à capital privé) a décidé d'acquérir deux grands navires frigorifiques de 10.000 tonnes qui s'incorporent à la flotte nombreuse des chalutiers battant pavillon japonais, australien, américain et soviétique².

La présence des navires de pêche étrangers s'accroît grâce à une nouvelle réglementation internationale qui permet de négocier sans d'autres conditions avec les organismes privés ou gouvernementaux à l'intérieur des eaux territoriales de chaque pays.

L'industrie de la pêche se monopolise et sur tous les océans apparaissent des « forteresses flottantes » capables après de longues campagnes de débarquer dans les ports de leur choix des produits déjà conditionnés et congelés, prêts à la consommation. La mer se privatise et ses richesses naturelles passent sous le contrôle des multinationales de la pêche. Le partage des eaux se fait en fonction des partages de leurs richesses. Les petits pêcheurs artisanaux sont en-dehors de ce mouvement, victimes du « progrès », ils ne reçoivent pas le moindre bénéfice de la nouvelle technologie de la pêche. Pour eux, pas de crédits disponibles, pour



la modernisation des criques, l'acquisition de nouvelles embarcations. Aucune organisation gouvernementale, aucune politique nationale ne se penche sur le problème du développement de la pêche artisanale. Aucune loi ou réglementation ne protège ces « travailleurs de la mer » contre les abus des intermédiaires et des revendeurs. Les marins-pêcheurs des criques sont soumis à la loi des grands navires frigorifiques.

Les pays maritimes latino-américains s'enorgueillissent d'acquérir de grands chalutiers et d'avoir partiellement accès à la technologie maritime des grandes puissances qui peuvent ainsi mieux exploiter leurs richesses aquatiques, mais ils ne font rien pour plus de vingt millions de marins-pêcheurs pour qui la pêche artisanale est le seul moyen de se nourrir et de survivre. Les richesses de la mer sont soumises à un phénomène de concentration qui systématisé la nouvelle technologie de pêche, les accords nationaux et internationaux sont impuissants à endiguer ce nouvel expansionnisme économique.

Les millions de pêcheurs attendent pendant ce temps une solution et voient leurs conditions de vie empirer. A court et moyen terme, on ne voit pas très bien quelle solution pourrait bien être trouvée, à moins que les facteurs internes dans chaque pays ne modifient la situation plus vite qu'on ne le pensait.

Alberto DUFÉY



2. Voir *Argentina*, rapport économique mensuel du ministère de l'Économie argentine n° 1, mars 1978.

amérique du sud, guerre des satellites?

Si on ne tient compte que des événements militaires, la vie internationale de l'Amérique du Sud, tout au long de ce siècle, serait un modèle de paix. Pendant que d'autres régions du monde s'ensanglantaient dans d'innombrables guerres anti-impérialistes et coloniales ou étaient le théâtre de conflits mondiaux, les pays situés entre l'isthme de Panama et le cap Horn n'ont connu que deux conflits significatifs : la guerre du Chaco, entre le Paraguay et la Bolivie (1932-1935) et le conflit entre l'Équateur et le Pérou (1941). La participation du corps expéditionnaire brésilien à la campagne européenne de la deuxième Guerre mondiale ne change pas grand chose à cette constatation. Il s'agit cependant d'une paix plus évidente que réelle.

La nature de la domination coloniale ibérique qui s'appuyait sur de puissants centres urbains et miniers pour s'étendre sur d'immenses territoires périphériques, à peine connus et peu habités, a laissé en héritage aux nouveaux États indépendants des germes de tensions frontalières dont la menace réapparaît régulièrement et qui entraîne parfois des modifications de la carte régionale. A cet égard, le cas de l'Équateur est exemplaire. La très coloniale « *Audencia* » de Quito étendait sa juridiction sur plus d'un million de kilomètres carrés. Après l'indépendance, après sa séparation avec la Grande Colombie de Bolívar, son territoire n'était plus que de 700.000 kilomètres carrés. A la fin du XIX^e siècle, sous la pression de ses trois grands voisins, le Brésil, la Colombie et le Pérou, il ne lui en restait plus que 270.000. Le quart de son territoire initial. Si cette petite république est un exemple dramatique de réduction graduelle, le Brésil est celui d'une expansion continue. Déjà, sous la domination portugaise, les « bandéirantes » dépassèrent largement vers l'ouest la ligne frontière que le traité de Tordesillas avait tracé pour séparer les possessions hispaniques et lusitanianennes. Entre 1852 et 1904, le Brésil a conclu des traités qui lui assuraient la souveraineté sur quelque 834.000 kilomètres carrés supplémentaires, bien entendu enlevés à ses voisins.

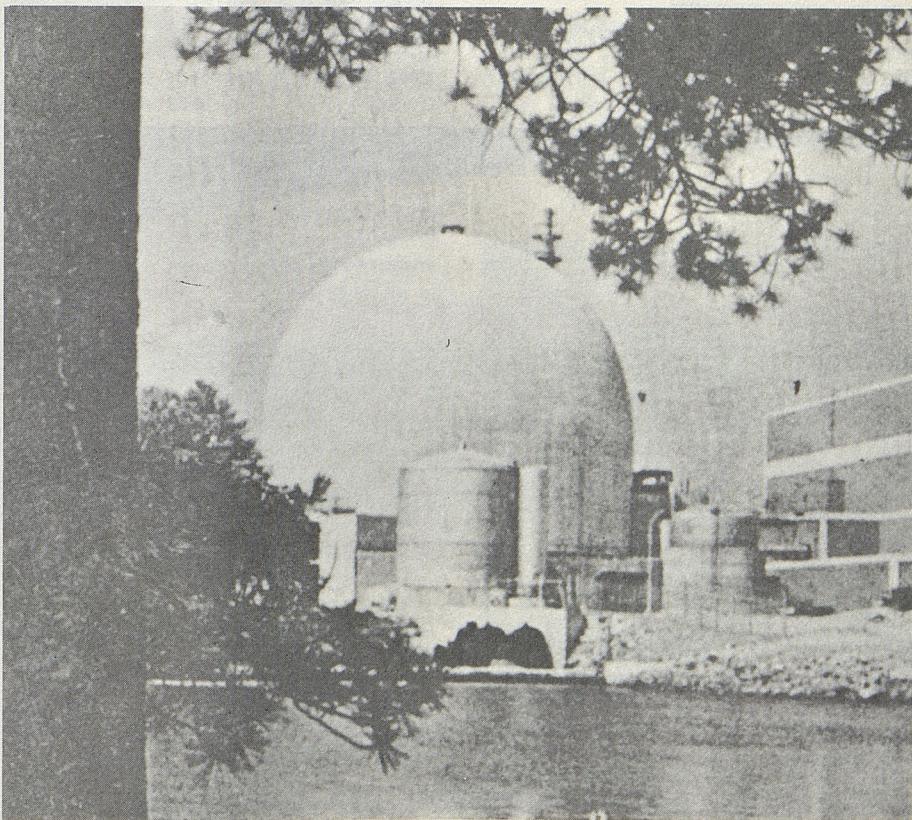
L'imprécision du tracé de certaines frontières est un des facteurs de l'instabilité régionale actuelle. Ce n'est pas le seul, des facteurs économiques et géopolitiques s'y ajoutent pour rallumer les foyers de tensions. Le protocole de Rio de Janeiro, par exemple (qui mit fin à la courte guerre entre l'Équateur et le Pérou) a coupé en deux une zone pétrolière extrêmement riche, la partie nord

ayant été concédée à la Royal Dutch Shell (qui, depuis 1937, entretient d'excellentes relations avec le gouvernement de Quito), et la partie sud, péruvienne, à la Occidental Petroleum Co. La rivalité entre ces consortiums, l'un anglais, l'autre américain, a été une des causes essentielles de la guerre du Chaco et du conflit de 1941.

Le Pérou, le Chili et la Bolivie sont les protagonistes d'un autre conflit. Sous les gouvernements de Velasco Alvarado, d'Allende et de Torres, une certaine as-

piration commune aux trois pays fit parler alors d'un « Pacifique Rouge », opposé à un Atlantique plus conservateur. Aujourd'hui les choses ont bien changé. L'hégémonie militaire à caractère autoritaire dans les trois pays a transformé le problème de la sortie bolivienne sur la mer en une lutte qui pourrait déboucher un jour sur un conflit armé. L'opposition prévisible du Pérou a paralysé les négociations entre Banzer et Pinochet, la zone frontière commune aux trois pays est devenue une poudrière. Ce qui avait commencé comme une tentative maladroite de mettre en difficulté le gouvernement de Lima pour éviter l'apparition de tendances progressistes de même type dans les autres Forces armées, est devenu un embrouillamini géo-politique, compliqué par la vieille aspiration brésilienne d'un accès au Pacifique par la voie la plus propice.

Dans l'extrême-sud du continent, cette fois entre le Chili et l'Argentine, s'allume un nouveau foyer de conflit. La junte de Buenos-Aires a accompagné sa non-reconnaissance unilatérale du jugement prononcé par la couronne britannique sur les îles du canal de Beagle, de manœuvres navales et terrestres spectaculaires sur les côtes de la Patagonie et de la Terre de Feu. Les eaux glacées de la mer Drake commencent à bouillir, agitées non seulement par les désirs de contrôle des voies de communication entre les deux plus grands océans du monde et des territoires antartiques,



rapports de forces internationaux

mais plus immédiatement par la certitude que la plate-forme continentale cache de fabuleuses richesses pétrolières. Sans que l'inventaire soit épuisé, la chaîne des conflits potentiels comprend aussi le vieil antagonisme entre le Brésil et l'Argentine. Différents ethniquement et géographiquement, ce sont les pays les plus puissants du sous-continent. Leur frontière commune est très réduite, mais ils se livrent depuis longtemps une lutte concurrentielle sans merci par États interposés (Bolivie, Paraguay et Uruguay), à travers la sympathie politique et le contrôle de leurs ressources naturelles, particulièrement le minerai de fer et les hydrocarbures boliviens et l'énergie hydro-électrique des fleuves paraguayens. Le point de friction le plus grave est aujourd'hui la controverse soulevée par la construction de deux barrages sur le fleuve Parana, celui d'Itarpu pour le Brésil et celui de Corpus pour l'Argentine. Ils sont techniquement incompatibles, le choix pour l'un ou l'autre favorisera l'un ou l'autre des deux pôles industriels les plus puissants d'Amérique du Sud, Sao-Paulo ou Buenos-Aires.

La course aux armements

Les prétextes à se lancer dans des aventures militaires ne manquent donc pas. Conséquence de la domination militaire, d'autres facteurs s'ajoutent à ceux de l'histoire ou du prestige. Notamment, la course aux armements.

Pendant longtemps l'aide de Wash-

ton a été généreuse envers les régimes militaires. Limité dans un premier temps à un matériel adapté à la « guerre interne », c'est-à-dire à la répression, elle s'est étendue ensuite à tous les types d'armement, y compris les plus onéreux et les plus sophistiqués. L'ouverture du Pentagone répondait à la pénétration vigoureuse des fabricants européens sur un marché jusque-là exclusivement occupé par les USA. Entre 1968 et 1972, le groupe des six meilleurs clients sud-américains (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Venezuela et Pérou) qui couvraient avec des importations 95 % de leurs besoins en armement, ont conclu avec les Européens des marchés d'un montant cinq fois supérieurs à ceux conclus avec les vendeurs américains. Avec le premier déficit de la balance des paiements américaine en quatre vingt ans (1971) et la fin de la guerre du Vietnam, la promotion des ventes d'armes devient frénétique. Nixon franchit un pas décisif, en interprétant astucieusement la loi sur les ventes d'armes à l'étranger, qui le conduit à faire une première livraison de chasseurs F5E aux principaux pays du Sud.

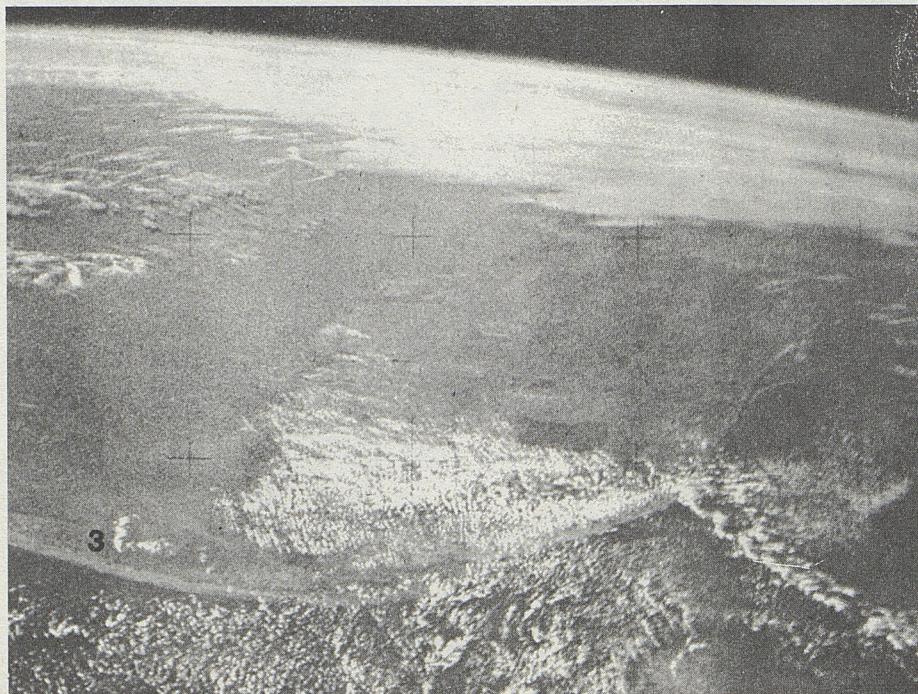
Les militaires au pouvoir n'ont évidemment pas besoin d'un tel matériel pour écraser une éventuelle résistance intérieure. Il constitue avant tout un symbole de modernité et de prestige international. Avec l'accroissement du matériel, doivent croître aussi les personnels, les budgets militaires et les poids des Forces armées dans l'ensemble des sociétés. Selon l'Institut International d'études stratégiques de Londres, les

Forces armées d'Amérique Latine atteignaient déjà en 1976, un million et demi d'hommes, y compris les formations paramilitaires. Presque tous les pays de la région ont augmenté le pourcentage de citoyens sous les armes. Le cas limite est celui du Chili qui compte neuf soldats pour mille habitants. Le développement de l'appareil et de l'équipement militaire a de graves conséquences internes, mais il a surtout un effet contagieux sur les voisins. Le trafic des armes devient un élément chaque jour plus important de l'économie capitaliste et explique pourquoi les dépenses militaires directes du Tiers-monde ont atteint 68,6 milliards de dollars en 1976, dont 10,6 milliards en importations. L'Institut des recherches pour la paix (Stockholm) estime que l'Amérique Latine a dépensé pour sa part 6,8 milliards en importation militaire.

Les rêves impériaux

Bien sûr, un parc pléthorique de matériel de type le plus moderne est déjà un instrument de pressions diplomatiques efficaces, mais son obsolescence rapide conduit à une spirale ruineuse de dépenses, ou ce qui est bien pire, à son éventuel emploi sur les champs de bataille. C'est bien à cela que semblent conduire les tensions actuelles en Amérique du Sud. Le « chauvinisme » effréné des juntas militaires va dans ce sens. L'expédition facile que constituait la menace soviétique étant épuisée et l'image idéalisée de « *l'American way of life* » détériorée pour différentes raisons (hors d'atteinte en tant que modèle de consommation et pillage économique par les multinationales), il ne reste plus qu'à exalter la supériorité de son propre pays au détriment des voisins. C'est aussi une manière comme une autre de cacher son servilisme au capital étranger et de justifier ses priviléges. Aussi quand survient la crise, la « sécurité nationale » prime avant tout. Elle est entendue comme l'expression politico-militaire d'une solidarité visant la protection du bastion national de la civilisation « *occidentale et chrétienne* » et l'écrasement de « *ennemi intérieur* » qui met en cause ces fausses valeurs. Privée de contenu stimulant, cette doctrine se transforme aujourd'hui en une obstination effrénée pour atteindre des destins impossibles. Les vieilles offenses et les nouvelles ambitions se mêlent, comme des drogues malfaisantes, pour inspirer une géo-politique de la guerre. La nuit des généraux se peuple de rêves impériaux.

Raul AMPUERO
ex-président de la
Commission de Défense
du Sénat Chilien



à batons rompus avec Chico Buarque

Interviewer Chico Buarque n'a pas été facile. Nous avons finalement réussi à le coincer pour un entretien rapide à l'hôtel Penta. C'était la quatrième tentative. Les rendez-vous précédents avaient presque toujours été contrecarrés par la mauvaise volonté d'un impressario-vedette. D'ailleurs le même individu avait tout fait pour empêcher un show que Chico avait fini par accepter de donner à Lisbonne avec des chanteurs populaires portugais.

Chico a la réputation de ne pas aimer répondre à des interviews et il avait l'air à demi-inquiet. Le fait que le journaliste ait été Brésilien ne fut pas un remède immédiat à la timidité des deux. Mais au bout d'un moment la conversation (aidée par une savoureuse batida à base de vodka que Chico lui-même avait appris à faire au garçon de l'hôtel) s'est échauffée.

Quelques minutes plus tard, Chico racontait des histoires et riait. Il se mit alors à parler de ses projets de l'année, de son énorme curiosité pour les deux pays du Tiers-monde que sont l'Angola et le Mozambique, de son travail théâtral avec Paulo Pontes, de la musique latino-américaine, de l'engrenage d'une vie artistique soumise au contrôle des grandes maisons de disques et des impresari avides de profits et de promotion, au pris d'une carrière à l'étranger.

Il a aussi parlé du Brésil avec un sage espoir et avec une modération presque excessive à une époque où même certains personnages liés au régime appellent déjà contre la censure. Toutefois, même ainsi, il a laissé échapper une opinion assez importante et opportune selon laquelle une « ouverture démocratique » ne pouvait arriver comme un cadeau de quelqu'un mais seulement comme une conquête...

— En 1978 il doit se passer beaucoup de choses au Brésil. Comment envisages-tu l'année, quels sont tes projets, que penses-tu faire ?

— Je viens de quitter le Brésil et j'y ai laissé une pièce de théâtre. Elle va être (elle est actuellement) soumise à la censure. La censure préalable qui existe au Brésil. A mon retour je vais reprendre la pièce, faire la mise en scène. C'est mon premier projet. Théâtre et musique.

En même temps j'ai maintenant une invitation pour le Mozambique. Ceci est pour moi de la plus grande importance. Pouvoir entrer en contact avec des gens qu'on ne connaît pas. On ne connaît pas au Brésil l'art et la culture du Mozambique. Je suis très curieux, anxieux, pensant que cela va m'enrichir. J'ai même un projet d'enregistrement avec des musiciens locaux. Je l'ai toujours grâce à Rui Guerra qui est mozambicain et se trouve là-bas. C'est encore pour cette année.

— Au Brésil tu es motivé par le théâtre ?

— J'ai toujours fait du théâtre. Professionnellement mon premier travail fut « *Morte e Vida Severina* », musique pour le théâtre. De telle façon que je m'intéresse plus au théâtre maintenant, sur-

tout après avoir travaillé avec Paulo Pontes dans la pièce « *A Gota d'Agua* ». Il m'a apporté les bases du théâtre. Nous avons travaillé ensemble, j'ai appris beaucoup de choses avec lui.

— Comment vous êtes-vous partagé le travail dans « *Gota d'Agua* » ?

— D'abord, nous nous sommes réunis pendant un mois, nous avons discuté le thème et nous avons construit l'armature ensemble. Ensuite il est resté chez lui et il s'est mis à écrire. Il écrivait et m'envoyait l'épreuve. Je donnais la tournure finale : je mettais le texte en vers.

Après la « *Gota d'Agua* » on a commencé à préparer ensemble une comédie qui s'intitule « *No dia em que Frank Sinatra veio ao Brasil* » (le titre est provisoire). On a commencé mais on n'a pas terminé. Là nous avions inversé les rôles : j'écrivais et il donnait la tournure finale. Mais c'est à ce moment qu'il mourut. Il avait un cancer. Il n'était plus motivé et le travail est resté à moitié inachevé.

— Et le Brésil, Chico ?

— Je suis très égoïste. Jusqu'à présent je n'ai parlé que de moi, que de mes projets... Et bien maintenant en ce qui

rencontre avec

concerne le Brésil, on a promis depuis longtemps la fameuse ouverture. Du moins la presse en parle-t-elle. On parle d'amnistie, de la fin de la censure, du retour de l'habeas corpus, de la fin de l'AI-5¹, du 477². Toute l'opinion publique est en faveur de cette ouverture. Mais je ne crois pas que cela tombe comme un cadeau de quelqu'un. Cela peut venir comme une, une...

— conquête ?

— Une conquête, oui. Regarde : mon voyage à Cuba (le mien et celui d'un groupe de Brésiliens) a quelque chose à voir avec ça. Pouvoir en parler, pouvoir l'écrire. Fernando de Morais a écrit un livre sur Cuba, « *L'Île* » : ce fut un des livres les plus vendus au Brésil l'année passée. Véja a publié une interview de Fidel Castro. Avec Fidel Castro en couverture ! Voilà qui n'était pas pensable trois ou quatre ans auparavant.

La découverte de la musique latino-américaine

— Ce n'est que maintenant qu'on commence à découvrir au Brésil la musique sud-américaine. Auparavant on ingurgitait seulement du « rock », du « yé-yé », de la musique anglo-américaine et un peu de musique italienne. Peut-on dire sur le plan musical qu'une plus grande curiosité vis-à-vis de l'Amérique Latine commence à exister au Brésil ?

— Je crois que oui. Surtout après le coup d'État au Chili et plus tard avec celui d'Argentine. Toutefois comme par miracle, le Brésil est resté une sorte d'oasis



rencontre avec

(rires). J'ai rencontré une fois Eduardo Galeano qui venait d'arriver d'Argentine. Galeano a senti une « différence ». Il a même pensé rester au Brésil, mais après il a découvert que ce n'était pas aussi bien qu'il l'avait pensé : (en riant) : maintenant il est en Espagne.

La littérature était déjà très connue. La musique commence à l'être maintenant. Beaucoup de bons artistes sont passés au Brésil. Mercedes Sosa donne des récitals dans les facultés, elle remplit les gymnases. C'est un fait vraiment nouveau. Mais c'est encore très peu. Presque exclusivement de la musique argentine ou des chanteurs argentins chantant de la musique chilienne.

— Ils exportaient le tango et on exportait la samba...

— C'est cela. Il y a beaucoup de touristes brésiliens en Argentine. On écoute beaucoup de musique brésilienne là-bas.

— Mais tu crois qu'il est nécessaire de faire un effort pour renforcer les liens avec l'Amérique Latine et pourquoi pas l'Afrique ainsi que tout le Tiers-Monde ?

— Évidemment. Quand je dis que j'ai envie d'enregistrer au Mozambique, je peux parler de mon intérêt personnel mais ce contact avec les musiciens de là-bas, ce pourrait déjà être le début d'échanges. Ce pourrait être le point de départ à partir duquel les musiciens de Mozambique pourraient venir faire des enregistrements au Brésil. Chose que je trouve logique et qui arrivera tôt ou tard.

— Au Brésil il existe une grande répression artistique qui ne vient pas seulement de la censure mais de toute l'oppression en général. D'un autre côté, l'artiste consacré semble avoir des opportunités...

— Ce qui se passe là-bas c'est qu'il y a une concentration très grande. Je suis avantagé par cela. Un jeune artiste a beaucoup de difficultés. Il a une difficulté incroyable. Il existe à peine une douzaine de musiciens au Brésil auxquels on fait confiance.

— Quelles sont les embûches qu'un jeune compositeur rencontre aujourd'hui ?

— Bon, ce qui se passe est que celui qui, auparavant achetait une Volk's achète aujourd'hui une *chevete*³, il achète deux voitures. Celui qui achetait un 45 tours achète cinq 33 tours. Les riches, bien sûr. La production maintenant s'adresse entièrement à eux. J'ai enregistré un 45 tours avec Milton Nascimento : la maison de disques n'était pas très intéressée par ça. Il y a même des magasins qui ne vendent plus de 45 tours. Non pas parce qu'ils n'apportent pas de profit mais parce qu'ils en donnent moins. A l'intérieur de

ce mécanisme, la maison de disques n'a pas intérêt à lancer des valeurs nouvelles. Ce n'est pas parce qu'elle risque grand chose mais parce qu'elle ne va pas avoir beaucoup de bénéfice.

Un musicien brésilien a lancé un disque qui s'intitulait « *Feito em casa* ». Fait à la maison, parce qu'il l'avait enregistré lui-même, il l'avait envoyé à la presse, il avait imprimé la pochette, il avait tout fait. Ensuite il a pris une *camionete*⁴ à lui et il l'a distribué à travers tout le Brésil. De porte à porte.

Selon les dernières nouvelles que j'ai reçues de lui, il aurait déjà vendu 14.000 disques. Une maison de disques en vendrait au moins 30.000. Elles s'adressent au public acquis, déjà garanti. Par exemple pour mon dernier disque, « *Meus queridos amigos* », ce fut ainsi : il s'est beaucoup vendu dès le début, et de nombreux autres disques, y compris le

(1966-67-68) il y avait encore assez de liberté bien qu'on ait déjà été invité après 1964. Il y a déjà douze ans.

— Puis vint cette période où tu ne pouvais pratiquement pas composer. Ils censuraient tout. La musique qui t'a procuré le plus d'ennuis a été « *Apesar de você* »..

— Bon, il l'ont d'abord laissée passer parce qu'ils n'avaient pas compris ce que disait le texte (rires). Ce n'est que lorsque tout le monde a commencé à fredonner qu'ils se rendu compte. Ils ont ordonné de saisir le disque dans les magasins. C'est un cas unique. C'est difficile de faire cela car ils portaient ainsi préjudice aux maisons de disques. Imaginez-les en train d'expliquer à une maison de disques hollandaise ou suédoise implantée au Brésil qu'elle ne peut pas enregistrer ceci ou cela car il existe une censure au Brésil, qu'elle va perdre de l'argent à cause de la censure.

— Ce fut l'époque où tu as adopté le pseudonyme de Julinho de Adelaide ?

— A cette époque, ils censuraient tout ce que je composais. Ils ne laissaient rien passer. C'est à ce moment-là que j'ai enregistré un 33 tours où je ne chantais que des musiques d'autres compositeurs. Julinho de Adelaide était un nouveau compositeur (rires) qui est apparu sur ce disque.

— En dehors de la censure, tu as subi d'autres formes de répression ?

— Oui. Surtout à l'époque où je donnais beaucoup de récitals dans les facultés. La police arrivait avant le spectacle, parfois même pendant et elle avisait que je ne pouvais parler. Que je ne pouvais pas chanter telle ou telle chanson, ni parler de certains sujets. Par exemple je ne pouvais pas parler de la censure, ni en mal, ni en bien.

— En parler en bien ?

— Oui. (Riant) : pour m'amuser j'ai commencé à parler en bien de la censure dans les spectacles. Mais ils l'ont aussi interdit (rires).

Interview de
Marcelo DIAS
publié dans
Cadernos de Terceiro mundo
numéro spécial, mars 1978

Malgré vous...

— C'était différent quand vous avez commencé, non seulement toi, mais ta génération : Caetano, Gil, Milton Nascimento ?

— Oui. Malgré tout à cette époque

1. AI-5 : acte institutionnel n° 5 ; décret du régime qui peut s'octroyer des pouvoirs dictatoriaux.

2. 477 : Décret 477. Loi de répression dans les universités : pour raison politique, les étudiants peuvent être expulsés ou mis à pied pendant trois ans.

3. Chevette : automobile fabriquée au Brésil.
4. Camionete : petite voiture.

calendrier

d'un numéro à l'autre

6 mai — NICARAGUA : Les retombées des manifestations du 1er Mai se sont poursuivies jusqu'au 6 mai, jour où la police a brutallement réprimé à Masatepec (40 km au sud-est de Managua) une centaine de personnes, parmi lesquelles plusieurs dirigeants syndicaux ont été arrêtés. Une femme a été grièvement blessée par balles.

CHILI : Le gouvernement militaire a procédé à l'expulsion de dix-huit ressortissants étrangers, dont une religieuse française, tous accusés d'être impliqués dans les manifestations du 1er Mai.

9 mai — ÉQUATEUR : Ce jour vient d'être légalisée l'inscription des deux partis de gauche aux élections présidentielles du 16 juillet prochain. Il s'agit de la **Gauche Démocratique** (socia-démocrate) et du **Front Liberal Alfariste** (du nom du président Alfar qui exerça son mandat de 1885 à 1901), mouvement libéral dissident.

10 mai — COLOMBIE : Le Front Sandiniste de Libération a revendiqué l'enlèvement de l'ambassadeur du Nicaragua en Colombie, M. William Baquero, en signe de protestation pour la répression déclenchée par le régime Somoza à l'occasion du 1er Mai. L'otage a été relâché après quatre-vingts minutes de « détention ».

12 mai — NICARAGUA : Le cousin de Pedro Joaquin Chamorro (ancien directeur de « la Prensa ») assassiné en janvier dernier, Pedro José Chamorro, a été tué par des inconnus ce jour, 12 mai. Des amis proches de la victime ont lié l'attentat à celui de son cousin. Pedro Chamorro venait de renoncer à son poste de fonctionnaire...

13 mai — MEXICO : Une loi sur les organisations politiques et les procédures électorales, permettra dorénavant la légalisation officielle des partis de gauche au Mexique. Cette « ouverture », comme elle a été qualifiée dans le monde politique, marque le début d'une ère de pluralisme politique qui survient dans le contexte d'une réforme politique envisagée par l'actuel gouvernement de Lopez Portillo.

16 mai — BRÉSIL : Un vaste mouvement de grève a été déclenché dans la principale zone industrielle du Brésil. Les travailleurs de Mercedes-Benz, de l'usine Ford, d'une filiale de Volkswagen et de l'entreprise Scania se sont mis en grève pour réclamer une augmentation de salaire de 20 % ainsi qu'une amélioration de l'assistance médicale et du service des transports des entreprises. Ce mouvement spontané est totalement en marge des syndicats.

17 mai — NICARAGUA : Une grève générale a été déclenchée dans les collèges et établissements secondaires du pays, en solidarité avec le vaste mouvement de protestation contre le régime Somoza. Pour sa part, le gouvernement

a décidé que tout élève se livrant à une activité politique, serait immédiatement mis à la porte.

16 mai — PÉROU : La hausse de près de 60 % du prix du carburant et des produits alimentaires de base, décrétée par le gouvernement péruvien a déclenché une gigantesque vague de manifestations qui se sont étendues partout. A Huanuco (420 km de Lima), un affrontement entre manifestants et forces de police s'est soldé par quatre morts et quatorze blessés.

16 mai — RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : Au cours des élections présidentielles à Saint-Domingue et à la suite d'une possible victoire du candidat de l'opposition, M. Antonio Guzman, du Parti Révolutionnaire Dominicain (PRD), les forces armées sont intervenues au siège du comité de coordination électoral. M. Guzman était opposé, aux élections, au candidat officiel Joaquin Balaguer, actuel chef de l'État et membre du parti réformiste.

17 mai — BRÉSIL : Confronté à une crise politique et militaire, le général Geisel, président du Brésil, a lancé une contre-offensive en dénonçant plusieurs réformes institutionnelles. En effet, l'acte numéro cinq qui donne depuis dix ans au président de la République des pouvoirs d'exception va être supprimé. L'indépendance du pouvoir judiciaire sera reconnue et l'habeas corpus va être rétabli. De sources bien informées, on souligne d'autre part que les fortes pressions de l'opposition commençaient à être « payantes ».



19 mai — COLOMBIE : Une grève de vingt-quatre heures a été déclenchée par six-cent mille employés du secteur public contre les conditions de travail et les bas salaires. Les manifestations ont entraîné trois morts parmi les étudiants et de nombreuses arrestations parmi les grévistes.

19 mai — PÉROU : L'armée a chargé une nouvelle fois la foule qui depuis plusieurs jours poursuivait des grèves et des manifestations contre les hausses des prix des produits de première nécessité. Les milieux progressistes accusent le gouvernement de céder aux pressions du Fonds monétaire international en acceptant d'appliquer des mesures impopulaires.

20 mai — BRÉSIL : Le tribunal du travail a déclaré illégales les grèves de la région de São Paulo touchant l'industrie automobile. Après cette décision, la situation risque de s'aggraver, car le mouvement commence à s'étendre à d'autres secteurs industriels.

20 mai — PÉROU : La Confédération générale des travailleurs péruviens (communiste) et la Confédération nationale du travail (démocrate-chrétienne) ont lancé un ordre de grève générale pour appuyer les diverses manifestations

contre la hausse de plus de 60 % des produits alimentaires. A la suite de ces manifestations, les principales villes péruviennes sont paralysées.

22 mai — CHILI : Dans trois églises catholiques et au siège de l'UNICEF, des familles de Chiiliens portés disparus ont commencé une grève de la faim illimitée. Un vaste mouvement de solidarité mondial a commencé dans les principales villes d'Europe et d'Amérique. A la fin de la semaine, on dénombrait plus de soixante grèves de la faim en Europe.

22 mai — BOLIVIE : « L'élection présidentielle du 9 juillet prochain pourrait être interrompue », a déclaré le président Hugo Banzer, en réponse à des manifestations politiques hostiles au gouvernement. C'est le premier avertissement qui risquerait d'annuler le processus de « démocratisation » du régime.

24 mai — ARGENTINE : Le président de la Ligue argentine des Droits de l'homme, M. Antonio Sofia, a été arrêté par la police. On croit qu'il s'agit d'une mesure « préventive » destinée à contrôler toute manifestation lors de la Coupe du monde de foot-ball.

25 mai — RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : Le résultat des élections générales donnait à ce jour l'avantage au **Parti révolutionnaire dominicain** (PRD), avec plus de 100.000 voix sur le **Parti réformiste** de Joaquin Balaguer. Le scrutin présidentiel donnait les chiffres provisoires suivants : sur un total de 83 circonscriptions, le PRD totalise dans 31 circonscriptions (plus la capitale) 417.537 voix, contre 307.737 pour le Parti réformiste.

26 mai — NICARAGUA : Des milliers de personnes, paysans et ouvriers au chômage, sont descendues dans les rues de la ville d'Esteli et ont, au cours de manifestations, incendié des usines et divers bâtiments publics appartenant à la famille Somoza. D'autre part, le **Front sandiniste de libération** a eu des accrochages avec des patrouilles militaires près de la frontière Costa Rica.

26 mai — PÉROU : Hugo Blanco et neuf autres personnalités de la gauche péruvienne, dont deux ministres du président Velasco Alvarado, « ont été exilées » en Argentine. Neuf de ces personnalités sont candidates à l'Assemblée constituante dont l'élection est prévue pour le 18 juin.

Dans les milieux de la gauche péruvienne on affirme que cette manœuvre a été prise après des contacts préalables avec la police argentine.

28 mai — ARGENTINE : Cinq syndicalistes de la métallurgie appréhendés en mars 1975, poursuivis en justice et venant de bénéficier d'un non-lieu, sont toujours, malgré cela, maintenus en prison. D'autre part, Antonio Sofia, président de la Ligue argentine des Droits de l'homme, arrêté il y a une semaine, a été relâché.

28 mai — CHILI : Le Comité exécutif du **Pen Club International**, dont le congrès vient de se terminer le 27 mai à Stockholm, a décidé l'exclusion définitive du Pen Club chilien. Celui-ci avait manifesté son appui au régime de Pinochet, contrevenant ainsi au règlement de non-engagement politique de l'organisation.

29 mai — BRÉSIL : La grève la plus importante, qui a touché le Brésil depuis 1968, atteint aujourd'hui les secteurs de la sidérurgie, des constructions métalliques et du textile. Le mouvement, commencé il y a une quinzaine de jours dans le secteur de l'industrie automobile, atteint plus de cent mille travailleurs regroupant une trentaine d'entreprises. Devant l'am-

pleur du mouvement, les entreprises ont commencé à négocier, et la police n'ose pas intervenir malgré l'illégalité de la grève.

31 mai — ÉQUATEUR : Jorge Icaza, le plus grand romancier équatorien vient de mourir. Né en 1906, Icaza fut l'un des chefs de file du courant dit « indigéniste ». Il est l'auteur notamment, de *Huasipungo*.

JUIN

1er juin — ARGENTINE : La Coupe du monde de foot ball vient de commencer à Buenos-Aires. En marge, partout dans le monde, on continue à se préoccuper de la situation des droits de l'homme dans ce pays.

Les différents comités et organismes partisans du boycott continuent à accentuer leur campagne de dénonciation de la situation politique et économique en Argentine.



1er juin — GUATEMALA : Un millier de personnes ont manifesté aujourd'hui dans les principales villes du pays contre le massacre d'une centaine d'Indiens sans terre de la localité de Panzos par l'armée. Les Indiens qui occupaient des terres ont été attaqués sur la demande d'un gros propriétaire terrien de la région. De nombreuses femmes et des enfants pris de panique se seraient noyés en tentant de trouver refuge de l'autre côté d'une rivière.

2 juin — BRÉSIL : Malgré les tentatives de négociations entre le patronat et les syndicats, les grèves continuent à se développer. A São Paulo où il y a une vingtaine de jours avait été déclenché le mouvement de grève, les négociations se poursuivent. Le mouvement a tendance à se renforcer, touchant cette fois-ci l'alimentation.

3 juin — COLOMBIE : L'élection de dimanche doit décider du successeur à la présidence de la République colombienne. C'est la fin du système électoral en vertu duquel la présidence alterne tous les quatre ans des libéraux et des conservateurs. Le favori semble être M. Julio Cesar Turbay Ávila, libéral, parti gagnant lors des élections législatives de février. Le candidat conservateur, M. Belisario Betancourt obtiendrait la seconde position.

5 juin — COLOMBIE : Le candidat libéral, M. Turbay Ávila, l'a emporté dimanche par une très courte marge sur ses concurrents. Présenté pendant toute la campagne comme un « démocrate de gauche » pour le « changement », cet homme est le représentant de la bourgeoisie financière.

5 juin — ARGENTINE : Deux responsables de la CGT de retour d'un voyage de dix jours en Argentine, M. Roger Sylvain, représentant du comité central de l'entreprise Renault-France et M. Alain Stern, responsable syndical CGT de la même entreprise, ont déclaré que depuis la grève d'octobre 1977, vingt-trois travailleurs argentins de Renault à Cordoba ont disparu ou sont en prison, que cent quarante travailleurs ont été licenciés, et cinq cadres assassinés. Ils ont déclaré également avoir été l'objet de pressions au cours de leur séjour.

5 juin — ARGENTINE : Les dirigeants du football français, M. Fernand Sastre et M. Jean Sadoul ont pris des contacts avec la mission diplomatique française à Buenos Aires en vue d'obtenir des précisions sur le sort de vingt et un ressortissants français détenus ou disparus en Argentine.

7 juin — PÉROU : Le premier Secrétaire du PS français a adressé au gouvernement une requête concernant les treize personnalités péruviennes remises aux autorités argentines par le gouvernement péruvien. Il demande notamment que ces personnes aient la possibilité de faire connaître les pays où elles désirent se rendre pour bénéficier du droit d'asile.

7 juin — CHILI : Le PS chilien en exil a décidé de transférer son département des relations internationales de Berlin-Est à Paris. M. Carlos Lazo résidant depuis quelques semaines en France, en assure la direction.

8 juin — COLOMBIE : M. Belisario Betancourt, le candidat conservateur à la présidence, vaincu par le libéral M. Turbay Ávila lors des élections du 4 juin dernier, se refuse à accepter sa défaite. Il refuse le caractère définitif des chiffres officiels.



8 juin — PANAMA : Un représentant du **Front national d'opposition**, de passage à Paris, a déclaré que le référendum du 23 octobre est rendu caduc par les amendements ajoutés par le Sénat américain au traité. C'est ainsi que ce mouvement organise une campagne pour un nouveau référendum sur les traités conclus avec les États-Unis aux termes desquels Panama recouvre la souveraineté sur le canal en l'an deux mille. Le FNO ne dispose actuellement d'aucun moyen d'information pour mener cette campagne.

9 juin — CHILI : Le mercredi 7 juin, les grévistes du Chili ont mis fin à leur action. Environ deux cents personnes réparties en deux ou trois villes différentes avaient décidé par ce moyen d'obtenir des informations sur le sort de leurs proches disparus depuis le coup d'État de septembre 1973. Le ministre de l'Intérieur a assuré au cardinal Silva Henríquez qu'une enquête serait ouverte.



11 juin — CHILI : Une délégation de l'ONU sera autorisée à se rendre au Chili dans une date qui reste à fixer, pour enquêter sur les cas des disparus, a annoncé le ministère des Affaires étrangères. Cette décision a été prise après la suspension de la grève de la faim entamée par des familles de disparus au Chili. Ils ont donné un mois de délai au gouvernement pour donner une réponse sur ce sujet, sinon leur action reprendrait.

11 juin — ARGENTINE : MM. Sastre et Sadoul, les dirigeants du football français, ont communiqué les résultats des démarches entreprises au sujet des vingt-deux ressortissants détenus ou disparus en Argentine. La liste comporte onze disparus : Maurice Jeger, Jean-Yves Clauzel, Marcel Amiel, Robert-Marcel Boudet, Pierre Carivenc, Françoise-Marie Dauthier, Georges Deprez, Yves Domergue, Floréal Canalis, Gérard Guillermot, Béatrice Viviane, Michel Ortiz, Sœur Alice Donon, Sœur Léonie Duquet, Marie-Anne Erize, dont quatre sont actuellement en prison.

11 juin — BRÉSIL : Le gouvernement brésilien a levé la censure sur trois organes de la presse : le journal *Tribuna de Impresa* et les revues *OSao Paulo* et *Movimento*. La levée totale de cette censure préalable sur la presse écrite a été annoncée vendredi dernier par le président Geisel.

11 juin — NICARAGUA : Vendredi dernier ont eu lieu des affrontements entre les forces de l'ordre et des étudiants qui manifestaient à Matagalpa et à Jinotepic contre le président Anastasio Somoza.

12 juin — ARGENTINE : Deux attentats par explosifs ont été commis dans la nuit de jeudi à vendredi. L'un devant une des agences de la Banque internationale du Développement au centre de la capitale, et l'autre dans le quartier Palermo, chez un concessionnaire Renault.

13 juin — NICARAGUA : Deux opposants au régime de Somoza, M. Sergio Ramírez et le poète Ernesto Cardenal, ont donné une conférence de presse, lundi dernier à Paris, au sujet de la situation actuelle au Nicaragua. Selon eux, un véritable climat insurrectionnel règne dans le pays. Somoza compte sur l'appui américain qui est favorable à la maintenance au pouvoir jusqu'en 1891. Ramírez et Cardenal ont dénoncé le double jeu du gouvernement américain en ce qui concerne sa politique en faveur des droits de l'homme et la vente des armes par Israël qui continue à armer la garde nationale, assistée par environ 400 mercenaires américains.



D.R.

Les seigneurs d'une race supérieure en péril.

nouvelles de demain

En Afrique du Sud, en Namibie et en Rhodésie, commence à se développer une émigration vers d'autres latitudes. Il est impossible d'avancer des chiffres précis parce que les deux gouvernements savent très bien que leur publication accélérerait les choses.

La visite du général Rogers au Chili, en Argentine et en Uruguay avait pour but de résoudre et de préparer l'installation des colonies sud-africaines dans le triangle sud de l'Amérique Latine. En échange, Prétoria est disposé à ouvrir les vannes de ses capitaux et de ses investissements.

Ainsi commence à se dessiner à l'échelle inter-continental un projet à caractère raciste. L'implantation de ces colonies blanches introduit dans un milieu qui n'a jamais connu la haine raciale tous leurs préjugés sociaux et politiques. Ce projet est épaulé par un des pays les plus riches du monde, possédant une puissance nucléaire qui, Prétoria ne le cache point, sera utilisée sans hésitation afin de maintenir la suprématie de la race blanche.

L'implantation des colonies sud-africaines vient renforcer les régimes totalitaires latino-américains qui pourront compter sur des « arrières sûrs » pour faire face à n'importe quelle « subversion » interne.

Si on songe au calvaire politique, social et religieux dans lequel vit depuis trois siècles l'Irlande par l'implantation (par les Anglais) de force de colonies protestantes dans l'extrême-nord de l'île, on peut imaginer les conséquences qu'aura dans le futur la présence de colonies sud-africaines en Amérique Latine.

Il y a trois siècles, le capitalisme qui commençait sa carrière outre-mer, n'a pas hésité à industrialiser le trafic des esclaves. Aujourd'hui, le bastion du racisme occidental, qui commence à se rendre compte de la force de libération des peuples d'Afrique, n'hésitera pas à industrialiser l'émigration blanche.

Les résultats de la visite du général Rogers devraient se concrétiser dans un proche avenir. Pour le moment, ce même général a dû s'occuper de la préparation du raid contre la ville minière de Cassinga, en territoire angolais où se trouvait aussi un camp de réfugiés de la SWAPO (South West Africa People Organisation), mouvement qui lutte pour la libération de la Namibie. Ce raid, qui a fait des centaines de victimes dans la population civile est une preuve supplémentaire de la volonté de génocide du régime de Prétoria qui commence à préparer la domination des seigneurs racistes dans le Côte Sud de l'Amérique.

Armando Herrera

le trafic des seigneurs a commencé

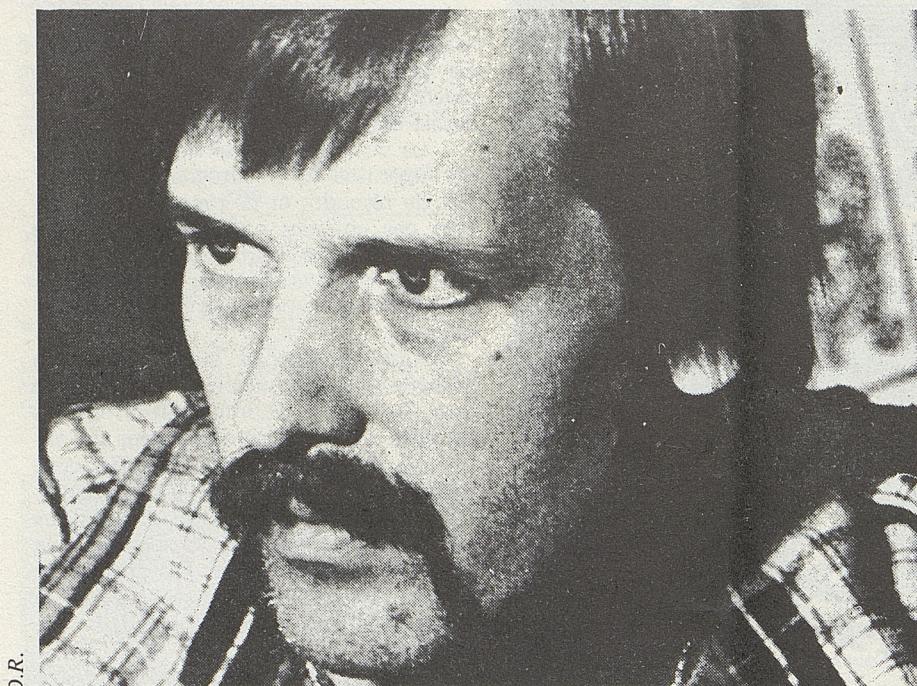
Bientôt des colonies sud-africaines en Amérique du Sud ?

Pour un lecteur non averti, le nom du général Robert Rogers peut se confondre avec les centaines de noms de généraux appartenant à la saga des dictateurs latino-américains. Cependant, le général Rogers n'est pas un général comme les autres. Il n'est pas latino-américain et détient le poste de commandant en chef de l'Armée de l'air de la république d'Afrique du Sud.

En mars dernier, le général Rogers a fait une visite remarquée en Argentine, au Chili et en Uruguay. Au Chili, son homologue, le général Gustavo Leigh, avant de lui accorder une très haute distinction militaire, a souligné, dans un discours, que le Chili et l'Argentine « avaient des idéaux communs et devaient faire

face aux mêmes problèmes découlant du manque de compréhension internationale.

Ces propos, pour le moins scandaleux, ont été rapportés par M. Robert Lindley, correspondant du « Financial Times ». Cette soudaine fraternité entre Prétoria et les dictatures du Côte-Sud a des raisons. Les jupes militaires cherchent par tous les moyens à attirer des investissements étrangers. Cette course au capital enlève tout scrupule. De plus, l'orientation géo-politique de la zone Afrique du Sud / Atlantique-Sud / Côte-Sud joue un rôle fondamental. La « déstabilisation » en faveur de la lutte de libération des peuples africains après l'indépendance des anciennes colonies portugaises et la lutte de guérilla en Namibie et en Rhodésie, a déclenché une vague de panique dans les populations blanches.



D.R.

Mr. Townley

TOWNLEY AVOUE: LA DINA M'AVAIT CHARGÉ D'ASSASSINER LETELIER

Un agent du FBI, L. Carter Cornick, a témoigné devant une Cour du New-Jersey sur l'assassinat de l'ex-chancelier Orlando Letelier, commis aux USA par des agents de la police politique chilienne (DINA) et des exilés cubains.

Cette information a été donnée par la revue chilienne *Hoy*, dans son numéro 54 (juin).

L'agent fédéral a précisé les points suivants :

Michael Townley, citoyen américain résidant au Chili depuis vingt ans, s'est reconnu coupable d'avoir participé à l'assassinat de Letelier et a fourni les éclaircissements désirables aux enquêteurs fédéraux.

« Townley a été envoyé en mission sur l'ordre de ses supérieurs de la DINA, pour assassiner Letelier, l'un des opposants les plus turbulents de la junte ». Il est actuellement détenu dans un établissement militaire proche de Washington. Le crime a été perpétré en compagnie du capitaine de l'armée chilienne Armando Fernandez Larios. Townley et Fernandez, a révélé l'agent du FBI, sont

entrés en contact avec des exilés cubains : Alvin Ross, actuellement détenu à la prison de Newark et José Suarez, en fuite. La réunion entre les agents chiliens et les exilés cubains s'est tenue le 10 septembre au motel Envoy, à North Bergen dans la banlieue de Washington. Les détonateurs à retardement utilisés dans l'attentat provenaient du Chili. Le 17 septembre tout était prêt et la bombe fut placée dans le véhicule de l'ex-chancelier. Ce fut un travail d'équipe bien organisé. L'explosion fut télécommandée le 21 au matin, provoquant la mort d'Orlando Letelier et de son passager américain, Ronni Moffit. Huit dispositifs supplémentaires de mise à feu ont été découverts dans le local de réunion ainsi qu'une lettre adressée au général Manuel Contreras, alors chef de la DINA et homme de confiance de Pinochet.

Il reste aujourd'hui à déterminer le degré de responsabilité des membres de la DINA. On se trouve dans la phase difficile de l'enquête, le gouvernement chilien ayant refusé l'extradition du général Contreras et des autres membres des forces armées impliquées dans le crime.

ÉQUATEUR — ÉLECTIONS

Selon l'engagement des Forces armées, des élections auront lieu le 16 juillet. Selon le secrétaire d'information de la Présidence, M. Carlos Ayala Roca, cet événement ne changera rien aux destinées du pays.

Interrogé sur l'influence jouée par la politique américaine sur ces élections. Ayala Roca a déclaré : « Je ne crois pas que cela puisse avoir la moindre influence sur notre peuple. Le processus de démocratisation est propre à l'Amérique Latine. Nous l'avons amorcé bien avant que s'établisse la politique des droits de l'homme de M. Carter ».

SAINT-DOMINGUE — PRÉSIDENCE

Le nouveau président élu, Antonio Guzman Reyes, du Parti révolutionnaire dominicain (PRD) est convaincu que le 15 août prochain il pourra assumer la magistrature suprême pour un mandat de quatre ans, qui mettra fin aux douze années de gouvernement de Joaquin Balaguer. Agé de 67 ans, Antonio Guzman qui s'est engagé à former un gouvernement « d'unité nationale » a rencontré plusieurs fois l'ex-président Balaguer pour discuter des modalités du passage des pouvoirs. Malgré la normalisation observée depuis les journées agitées de la campagne électorale, tous les partis politiques tentent d'exercer leur pression sur le nouveau président. Les Forces armées paraissent divisées et une certaine agitation règne dans les casernes.

ISRAËL DANS LE NICARAGUA

Selon le journal allemand *Frankfurter Zeitung*, Israël fournirait des armes au Nicaragua pour éviter la chute du dictateur Somoza. Le matériel militaire (hélicoptères et vedettes de surveillance côtière) serait transporté à bord du cargo Lafo. Le journal allemand précise qu'Israël vient d'amorcer une politique d'aide militaire à plusieurs gouvernements d'Amérique Centrale. Le Salvador, qui s'est heurté à des difficultés d'acquisition de matériel de guerre en Angleterre, aurait signé des accords avec des entreprises israéliennes et allemandes. Le Guatemala et l'Équateur auraient acheté de leur côté à Israël des avions de transport, des chasseurs et des hélicoptères.

SORTIES SUR LA MER

Le général Hugo Banzer, président de Bolivie, a annoncé que le Brésil venait d'offrir à la Bolivie une zone franche dans un port brésilien de l'Atlantique. Les quatre ports possibles seraient Santa Rita, Porto Belho, Comba ou Santos. De son côté, l'Argentine a offert tout son appui au gouvernement bolivien pour qu'il obtienne une sortie sur la mer à travers le territoire chilien.

CONFÉRENCE EN COLOMBIE

Un séminaire sur le Commerce extérieur avec les pays socialistes se tiendra en Colombie dans le courant du mois de juillet. Cette réunion est patronnée par la direction de l'Institut de Commerce de Colombie.

Ce séminaire réunira les ambassadeurs et les conseillers du bloc socialiste et de Cuba, ainsi que les observateurs de la CEE, des USA, du Japon, du Groupe Andin et de l'Association latino-américaine de libre échange (ALALC).

Fuite de cerveaux

Lelio Marmore, coordinateur à la semaine latino-américaine sur la migration de la main-d'œuvre, qui s'est déroulée en juin en Colombie, a déclaré que la fuite des cerveaux vers les USA et l'Europe était une catastrophe pour les pays en voie de développement. Les pays latino-américains auraient perdu, au cours des dix dernières années, 2.800 millions de dollars par manque de spécialistes émigrés à l'étranger. Entre 1960 et 1974,

plus de 140.000 personnes hautement qualifiées se seraient expatriées à la recherche de meilleurs salaires et de meilleures conditions de vie.

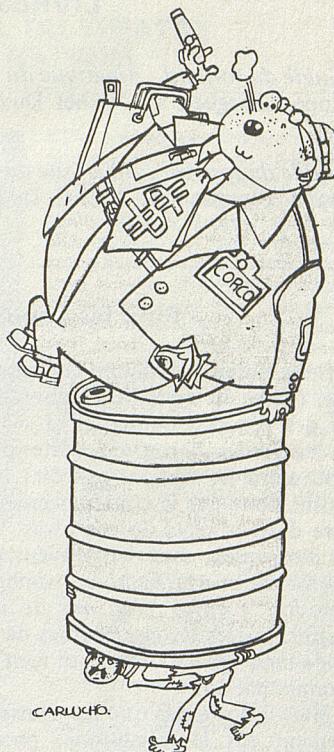
Prêt de la FAO

L'Équateur vient de recevoir de la FAO un prêt de 2.148.000 dollars pour venir en aide aux victimes de la sécheresse qui sévit dans le sud du pays.

VENEZUELA — L'ARMÉE ET LES INSTITUTIONS

Le général Carlos Soto Tamayo, chargé des relations entre le gouvernement et les Forces armées, s'est prononcé, lors d'une visite officielle au Mexique, catégoriquement contre les coups d'État militaires et en faveur du rétablissement de la démocratie dans le continent. « *Dans l'avenir, a-t-il déclaré, il est souhaitable que tous les régimes qui s'instaurent en Amérique Latine soient le produit d'une consultation populaire* ». Vis-à-vis de la majorité des pays latino-américains où les coups d'États militaires ont étouffé les projets démocratiques, le général vénézuélien a réaffirmé sa conviction que les gouvernements doivent naître d'un consensus populaire et en finir pour toujours avec les coups d'État qui portent atteinte à la démocratie.

Parlant des élections présidentielles de décembre prochain dans son pays, Soto Tamayo a affirmé qu'il n'y avait aucun risque de coup d'État militaire au Venezuela, les forces armées de ce pays étant respectueuses des décisions populaires.



VENEZUELA — PÉTROLE

La production pétrolière vénézuélienne continue sa reprise. La société des pétroles du Venezuela a investi cette année 537 millions de dollars pour un programme d'exploration et de perforation afin d'accroître les réserves nationales en pétroles légers.

L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE MEXICAINE

L'un des plus importants groupements professionnels mexicains (cinq millions d'adhérents), le Congrès du Travail, vient de dénoncer le contrôle total de la part des entreprises transnationales de l'industrie alimentaire et de l'alimentation des enfants en particulier. Quatre sociétés détiennent 100 % du secteur. La plus puissante, la société américaine Gerber contrôle 85 %. Cette situation prévaut dans l'industrie alimentaire et l'industrie pharmaceutique. Le faible coût de la main-d'œuvre et des matières premières offre aux transnationales l'occasion de réaliser des bénéfices fabuleux. La qualité des produits alimentaires industriels mis sur le marché mexicain n'en est pas meilleure pour autant.



LIVRES

Le Guide du routard : Amérique du Sud.

Philippe Gloaguen et Michel Duval, Ed. Hachette, 170 p., 22 F.

Le Guide du routard : Amérique du Nord et Centrale,
Philippe Gloaguen et Michel Duval. Ed. Hachette, 161 p., 22 F.

Pour les « routards »

Deux auteurs, Philippe Gloaguen et Michel Duval, qui ont un sens aigu du système D, abordent un continent qui a fait rêver des générations depuis sa « découverte » : l'Amérique ; voilà les *Guides du routard*, édités par Hachette.

Routard ne voulant pas dire inorganisé, ces guides commencent donc par le commencement : des charters pour vous rendre dans le pays de vos rêves. Vous saurez ce que charter veut dire, quels sont leurs avantages et leurs inconvénients, le mythe du charter-fantôme tombe sous le couperet de cette conclusion « *enfin, cinq ans de magouilles ça se saurait* ». En effet, toutes les compagnies de charters citées ont toutes plus de cinq ans d'existence et font voyager de 5.000 à 60.000 personnes par an.

Mais il n'y a pas que les charters au ciel, vous saurez tout également sur les organismes proposant des vols étudiants, sur la réduction sur les lignes régulières, sur l'avion-stop, etc.

La route, ce n'est pas seulement celle que vous ferez là-bas, elle commence dès le seuil de votre porte. Pour chaque pays vous trouverez l'adresse de l'ambassade (en France et aussi en Belgique), du service des visas lorsqu'il y a lieu, et des centres culturels.

Ensuite, avant même de partir, vous prendrez connaissance de tous les trucs pour voyager à un coût minimum, le climat que vous aurez au moment de votre séjour, et les us et coutumes de chaque contrée.

Des adresses insolites : si vous êtes fanatique de la soupe vous pourrez aller dans un restaurant à New-York et choisir parmi les 150 variétés de ce breuvage qui vous y sont offertes. Où prendre des bains de vapeur à l'eucalyptus à San Cristobal de las Casas ? (Mexique) ?

Par contre, les renseignements sur le Honduras, le Salvador et le Nicaragua sont assez pauvres. Les auteurs s'en expliquent ainsi : « car, à y regarder de près, ces pays ne nous intéressent guère, pour un tas de bonnes raisons ». Lesquelles ? Le lecteur reste sur sa faim.

Le guide consacré à l'Amérique du Sud aborde aussi les Antilles sauf Cuba et les Bahamas. Mais les données sur cette zone sont assez maigres.

Les pays de l'Amérique du Sud les plus amplement traités sont la Colombie, le Pérou, la Bolivie et le Brésil.

Pour le Chili, une petite note d'explications sur son absence du guide : « *Oui, on sait, si on s'écoutait, on ne parlerait d'aucun pays d'Amérique du Sud puisque pratiquement, pas mal de gouvernements sentent le pourri. Mais quand même pour le Chili, il ne faut pas abuser.* ».

L'Argentine qui suit immédiatement, a droit aussi à une petite remarque (bien qu'elle soit traitée) : « *N'oubliez pas quand même qu'il existe aussi des trottoirs réservés aux militaires que l'on aura vite fait de vous empêcher de piétiner.* ».

Deux autres absents : l'Uruguay et le Paraguay.

C.B.

MAGAZINE SUISSE



COLONIE DE VACANCES

Le Centre de Rencontres Latino-américaines, créé il y a quatre mois, organise au mois de juillet dans le Tessin (Suisse italienne) une colonie de vacances pour les enfants des exilés, initiative dont on attend beaucoup.

Il a déjà mis sur pied un certain nombre d'activités telles un centre de femmes, une garderie d'enfants et d'autre part, l'équipe de football Union Latino-américaine a joué un match contre une équipe de journalistes suisses.

MUSIQUE

Le musicien José Barranse Diaz et son groupe participeront au festival de folk dans les rues de Nyon, le 22 juillet 1978.

Conférence

En Suisse, le Réseau International de l'Alternative à la Psychiatrie a donné une conférence de presse pour dénoncer la répression que subissent actuellement les travailleurs de la Santé mentale en Argentine. La femme d'un psychologue argentin « porté disparu » a déclaré qu'« être travailleur de la Santé mentale en Argentine, c'est être suspect de subversion idéologique, motif suffisant pour être emprisonné ».

Au cours de la conférence de presse, il a été également rendu compte des différentes démarches effectuées en faveur de Madame Irene Orlando, professeur de psychologie, âgée de 72 ans et enlevée le 8 décembre 1977. Madame Orlando faisait par-

tie des « Folles de la Place de Mai », qui se réunissaient tous les jeudis à Buenos Aires pour demander aux autorités des nouvelles de leurs enfants enlevés ou disparus.

Enfin, le Réseau International de l'Alternative à la Psychiatrie a annoncé qu'il poursuivra ses démarches pour dénoncer la pratique de la psychiatrie en Argentine à des fins de coercition et de répression.

Manifestation

Le 9 juin dernier, la Commission de Solidarité des Familles de prisonniers, disparus et morts en Argentine (COSOFAM) a organisé une messe pour la justice et la paix en Argentine et dans le reste de l'Amérique du Sud.

- *Les droits de l'homme*, Jacques Mourgeon, Ed. PUF, Col. que sais-je ?, 125 p. 9,60 F
- *Ce dimanche-là*, José Donoso, Ed. Calmann-Levy, 232 p. 48 F.
- *Argentine : dossier d'un génocide*, Commission des Droits de l'homme en Argentine, Ed. Flammarion, Col. Textes, 337 p. 58 F.
- *L'Amérique Latine de l'indépendance à nos jours*, François Chevalier, Ed. PUF, Col. Nouvelle Clio-l'histoire et ses problèmes, 548 p. 75 F.
- *Guides bleus A : Cuba*, Victor Franco, Ed. Hachette, 189 p. 36 F.
- *Guides bleus A : Brésil et Rio*, Jean-Louis Péru, Ed. Hachette, 283 p. 49 F.
- *Encyclopédie de voyage : Brésil*, Nouvelle édition revue par D. Chambray et F. Wagret, Ed. Nagel, 439 p. 120 F.
- *Guide bleu nouvelle formule : Mexique - Guatemala*, Robert Boulanger, Ed. Hachette, 926 p. 99 F.

LIVRES PUBLIÉS AU PÉROU

- *La crisis general del capitalismo y de la economía peruana*, Ed. Virgilio Roel, 1978.
- *Los grupos financieros internacionales y el sistema financiero internacional : los casos de los proyectos mineros y siderúrgicos en el Perú*, De Gonzalez Virgil et C. Parodi, Ed. Centro de investigaciones de la Universidad del Pacífico, Lima, 1978.
- *Transnacionales y alimentación en el Perú : el caso de la leche*, Manuel Lajo, Ed. Universidad Católica del Perú, Lima, 1978.
- *Clases, estado y nación en el Perú*, Julio Cotler, Ed. Instituto de Estudios peruanos, Lima 1978.
- *Acumulación, crisis, estado y socialismo : el ordenamiento de la economía por el capital*, Armando Pillado Matheu, Ed. Desco, Lima, 1978.

CONCOURS DE CONTES

La Maison de l'Uruguay organise un concours de contes dont les conditions sont les suivantes :

1. Peuvent participer à ce concours, sans limite d'âge, tous les Uruguayens résidant en France ou à l'étranger.

2. Les travaux doivent être envoyés avant le 30 décembre 1978 à : **Arcueil 76 — Atelier Uruguay — Concurso de cuentos, 2, rue d'Arcueil 75014 Paris, France.**

3. Les participants doivent envoyer dans le même courrier leur travail signé avec un pseudonyme et une enveloppe fermée contenant leur curriculum vitae.

4. Le premier prix sera publié, ainsi que trois autres mentions, dans un livre édité par la Maison de l'Uruguay.

5. Les auteurs de tous les contes ayant obtenu un prix recevront des livres de littérature hispano-américaine, ainsi que tous ceux dont les contes auront été jugés de valeur par le jury.

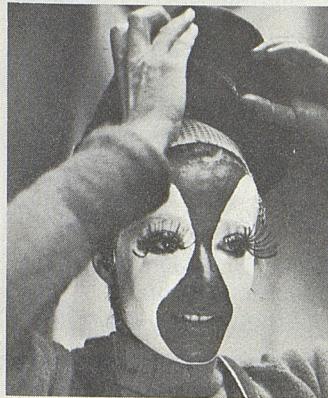
6. Le jury se réserve le droit de ne pas décerner de prix, mais peut recommander la publication dans certaines revues, ou dans des suppléments littéraires, des journaux, etc.

7. Les contes ayant obtenu le premier prix et les trois premières mentions feront l'objet d'une lecture-débat sur le thème de la création artistique en exil.

8. Le jury donnera son verdict le 31 mars 1979.

9. Le jury est composé d'**Eduardo Galeano**, écrivain, de **Jacqueline Baldran**, maître-assistante de littérature comparée à la Sorbonne, de **Ruben Bareiro-Saguier**, écrivain et maître de conférences à l'Université de Vincennes, et de **Oliver Gilberto de Leon**, lecteur à l'Institut hispanique de la Sorbonne.

FESTIVAL DU THÉÂTRE DES NATIONS



Le Festival du Théâtre des Nations qui tient ses assises chaque année dans un pays différent (précédemment la Pologne, la Yougoslavie, la France) sera en juin, juillet et août présent à Caracas (Venezuela) pour sa quatrième session.

On escompte la participation de nombreuses troupes : neuf latino-américaines (Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Mexique, Nicaragua, Venezuela), deux asiatiques (Inde, Iran), trois africaines (Mali, Niger, Ouganda), dix européennes (Belgique, Espagne, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Angleterre, Suède, Yougoslavie) et quelques autres en provenance des USA (**Bred and Puppet**, **La Mama**, etc.). Au-delà de cette vaste confrontation internationale, pour en approfondir tous les aspects et tenter de peser de façon positive sur la situation du théâtre au Venezuela, en Amérique Latine et dans le Tiers-Monde, les organisateurs du festival (Conseil national de la culture vénézuélien, Centre vénézuélien du **Teatre Ateneo** de Caracas) en collaboration avec un Conseil consultatif réunissant écrivains, metteurs en scène, professeurs d'universités, directeurs, ont conçu l'idée de certains « événements spéciaux ». Ils témoignent d'un refus d'une consommation culturelle, aussi passionnante soit-elle si elle ne débouche pas sur les problèmes de base du théâtre universel, sur ce qui germe un peu partout en Amérique Latine, sur une recherche d'identité, d'unité, de communication entre les communautés. On s'aperçoit d'ailleurs que leurs buts sont à la fois spécifiques et complémentaires :

● **Des colloques** : traceront un panorama historique du théâtre latino-américain, aborderont certains grands courants esthétiques (**Stanislavski**, **Artaud**, **Brecht**), analyseront leur apparition, leur influence et leur nécessité dans l'Amérique Latine actuelle, mettront en question l'art dramatique (fait créateur, démarche matérielle et intellectuelle) et la critique (réflexion dynamique), leur relation dialectique ainsi que celle qui est la leur face aux idéologies en vigueur, cerneront enfin la « création collective » dans le Tiers-Monde comme une des formes les plus importantes du théâtre, lui-même instrument de repérage d'identité culturelle.

● **Des ateliers** : strictement techniques, sur l'espace théâtral, effectueront la synthèse des recherches les plus marquantes poursuivies dans ce domaine par **Schechner** (USA), **Ronconi** (Italie), **Svoboda** (tchécoslovaquie), **Bablet** (France), ou théoriques et pratiques sur **Brecht** et **Stanislavski** conduits par le directeur du **Berliner Ensemble** et par un professeur de l'**École d'art de Moscou** assistés de responsables vénézuéliens, permettront à des groupes d'une quinzaine de personnes de se familiariser pendant deux ou trois semaines avec ces différentes méthodes et d'en tirer une réflexion sur leur apport à la réalité théâtrale vénézuélienne contemporaine.

D'autres feront connaître ou préciseront avec **J. Lecoq** (le mouvement du corps), avec **Peter Schumann** et **D. Sartori** (les masques), avec **Ch. Khasnadar** et **P. Mihopoulos** (le théâtre d'ombre), avec **Dezoteux** (la création collective), et avec **S. Cortay** (l'acteur et son identité).

● **Une exposition internationale de théâtre** fera découvrir les documents sur de nombreux pays où le Venezuela tiendra une bonne place, pendant qu'une autre consacrée à Brecht célébrera le 8ème anniversaire de sa naissance.

● **Enfin un festival de théâtre filmé** et de théâtre dans le cinéma auquel la Cinémathèque nationale et l'Université prêteront leur concours de même que plusieurs apports extérieurs, complètera cette tentative multidirectionnelle pour prendre connaissance, apprécier, critiquer les expériences et les recherches nombreuses du théâtre contemporain qui essaie de frayer sa voie en-dehors d'un impérialisme culturel dont la pression se fait de plus en plus pressante.

Huguette FAGET

Oedipe rouge

Le Théâtre de la Résistance Chili présentera à partir du mois de septembre sa nouvelle pièce : *Oedipe rouge ou la Traversée*. L'auteur en est Juan Almendro, d'après un récit de Perla Valencia, la mise en scène de Gustavo Gac Artigas, le décor de Guillermo Nunez, l'affiche et le programme de José Balmes. L'œuvre a été traduite par Jaime Prat Corona.

Cette Traversée est triple : « celle d'une actrice à l'intérieur d'une troupe qui devait parcourir sans cesse les routes de l'Amérique du Sud pour arriver enfin au Chili d'Allende et de l'Unité Populaire.

Traversée d'un théâtre populaire latino-américain où le peuple avait sa place, où le peuple prenait la parole.

Traversée de trente années d'histoire latino-américaine :

d'histoire d'un mouvement qui connaît l'apparition du leader populaire Jorge Elecer Gaitan, et son assassinat ainsi que celui de 300.000 paysans pendant les dix dernières années que dura la période de la violence en Colombie.

La révolte et la mort du prêtre guerillero Camilo Torres, la fin héroïque du commandant Ernesto Che Guevara dans le haut-plateau andin, le renversement du général Juan José Torres en Bolivie et la mort héroïque et lumineuse de Salvador Allende au Chili.

Ainsi, la troupe présente-t-elle son spectacle.

Le 16 septembre, ils seront à Tarbes et à la Fête du Parti communiste. Puis en tournée à Montpellier, Nîmes.

En octobre, la Première aura lieu au Centre municipal d'Animation Gérard Philipe, 54, boulevard du Château - 94500 Champigny-sur-Marne. Tél. 880.96.28.

El teatro Campesino

Le **Teatro Campesino**, dirigé par Lui Valdez, parcourt l'Europe depuis le 6 mai et y restera jusqu'au milieu du mois d'août. Successivement l'Allemagne, la Belgique, la Hollande, l'Italie et la France verront se dresser sur leurs scènes le campement multicolore de *La Carpa de los Rasquachis*.

Né dans la chaleur des événements qui marquèrent le monde agricole des années soixante dans le sud californien en mettant aux prises les « *chicanos* », Mexicains frontaliers, employés aux plus durs travaux, à des tarifs dérisoires agrémentés de toutes les tracasseries administratives et racistes des grands employeurs, le groupe reste marqué de ce sceau violent.

Il a réussi une adéquation parfaite entre une forme théâtrale simple, dominée par une vitalité fourmillante et un humour noir spécifiquement latino-américain (qui étonnent au sens fort du terme, nos cartésiens européens), et une pensée politique acquise durement dans la pratique quotidienne. Les aventures et mésaventures d'un Mexicain passeur de frontière clandestin, travailleur émigré pris au mirage américain, bientôt père de famille nombreuse, exploité par tout le monde, passant d'une oppression à l'autre, mourant au terme de mille péripéties et finissant par rejoindre avec sa femme dans l'apothéose d'une scène de résurrection, la grande grève des ouvriers agricoles, la Huelga... trouvent des échos immédiats dans tous les lieux où passe la troupe.

Si on cherche des racines historiques, le théâtre de foire en Europe, mais aussi les théâtres paysans d'Afrique et d'Asie surgissent à la mémoire, quant à l'époque actuelle les expériences de Dario Fo en Italie et celles du **Théâtre de la Carriera**, du **Théâtre de l'Olivier** dans le sud de la France courrent sur les mêmes brisées : passion du contact direct avec le public, et intelligence acérée qui permettent à l'exploité la revanche verbale sur les exploiteurs, en utilisant au mieux les éléments musicaux et picturaux d'une culture populaire authentique.

Le **Teatro Campesino** frappe juste et personne ne s'y est trompé, aux USA comme ailleurs, au **Festival du Théâtre des Nations** ou dans les milieux plus marginaux, le courant passé. A ne pas manquer s'il passe à votre portée...

Huguette FAGET



DISQUES

KARAXU

Le groupe Karaxu s'est constitué à Paris, en septembre 1974. Dirigé, à ce moment-là par le compositeur chilien Patricio Manns, il enregistre un premier disque en Europe, destiné à contribuer à la campagne internationale de solidarité avec le Chili. Ce disque fut édité en France, en Italie, en Allemagne Fédérale, en Suède mais aussi aux États-Unis, au Canada, au Mexique et au Venezuela. Ce disque comprend des chansons de la Résistance chilienne et un hommage au leader du MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire), Miguel Enríquez, mort dans une escarmouche avec l'armée en 1975.

En 1975 et 1976, Karaxu part en tournée dans différents pays d'Europe et donne une centaine de récitals en France. En 1976, Karaxu trouve sa forme actuelle. Commence une phase de profonde recherche musicale, en même temps que continuent les tournées. Ensuite, l'arrivée dans le groupe du musicien-arrangeur Ariel Villablanca intensifie la pratique musicale et la recherche d'une personnalité propre. Des instruments traditionnels classiques tels que le



violon, le violoncelle et la flûte traversière s'ajoutent à l'arsenal du groupe. Joint aux instruments folkloriques d'Amérique Latine, ils donnent au groupe une sonorité spéciale qui a considérablement la richesse de ses spectacles.

Tout dernièrement, Karaxu vient de publier un deuxième album où se reflète le travail musical de recherche folklorique qui caractérise actuellement le groupe.

D.S.

EL. 01 113 (marque Eleven)

LA CANTATE

1906, Santa Maria de Iquique. Ce port de l'extrême-nord chilien était à l'époque la capitale de la florissante industrie du salpêtre. Le capitalisme anglais avait semé la pampa de « bureaux », nom donné aux différentes exploitations qui couvraient la zone aride qui va de Tarapaca à Antofagasta. Le système d'exploitation était terriblement féroce et inhumain : pas de salaires — les ouvriers étaient payés avec des

« fiches » qui avaient une valeur uniquement dans les boutiques des compagnies anglaises — les travailleurs qui protestaient étaient qualifiés de rebelles et étaient durement châtiés. L'une des formes les plus fréquentes de « punition » était le « cepo » : les prisonniers étaient enchaînés à de grosses barres de fer et obligés de rester des heures durant à la merci du soleil brûlant du désert. Malgré la répression, les premières bases d'une organisation ouvrière sont je-

tées ; on se transmettait de bouche à oreille la parole de Luis Emilio Recabarren (fondateur du mouvement ouvrier chilien) et les ouvriers lisait ses écrits en cachette. Au cours de l'année 1906 l'idée de grève devient réalité. Les ouvriers et leurs familles vont en masse à Iquique, la capitale, pour réclamer les droits qui leur étaient refusés. Et c'est à l'école de Santa Maria où s'étaient réunis les grévistes que survint l'horrible massacre : 2.600 personnes, ouvriers, femmes et enfants furent assassinés par les troupes. Le régime de l'époque s'empressa de rétablir « l'ordre menacé ». Ce fait sanglant de l'histoire de la classe ouvrière chilienne a été repris par le compositeur Luis Advis qui créa la Cantate de Santa Maria de Iquique, œuvre qui constitue l'une des plus belles expressions de la Nouvelle Chanson Chilienne.

C'est le groupe Quilapayun qui l'interpréta avec une extraordinaire maestria.

Pathé Marconi vient de sortir la Cantate en version française, récitée par Jean-Louis Barrault, avec le groupe Quilapayun pour la partie musicale. La réadaptation du texte a été réalisée par Julio Cortázar et Laure Guille-Bataillon

a traduit le texte. C'est le peintre chilien Roberto Matta qui a réalisé la pochette du disque.

D.S.

Pathé-Marconi EMI
2C068-14 578 SE

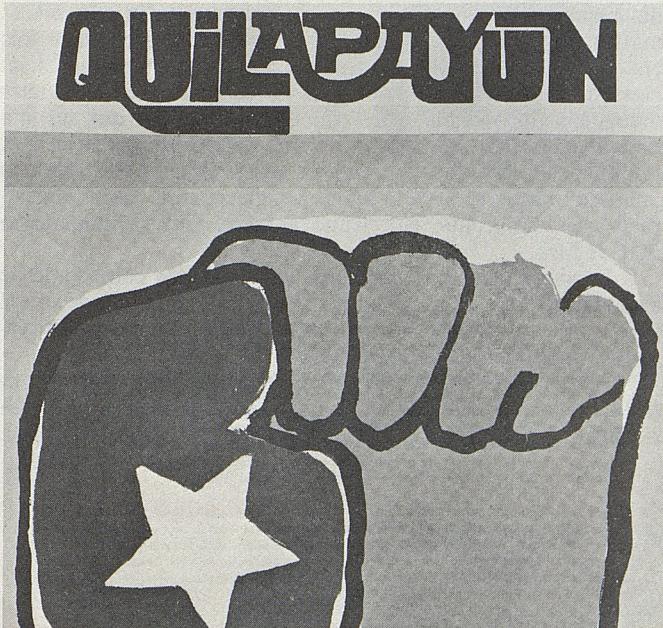
TIEMPO ARGENTINO

Le groupe Tiempo Argentino a sorti récemment un disque 33 tours : *Tango Rojo*. Le style instrumental particulier du groupe est très net dans ce disque. Malgré sa courte existence dans le milieu européen, il a déjà obtenu d'élogieuses critiques des composants divers de l'expression musicale latino-américaine.

Il s'agit d'un tango moderne qui conserve l'essence du tango traditionnel, en lui ajoutant des éléments nouveaux. En ce qui concerne le texte *Tiempo Argentino* exprime « ce que n'importe quel Argentin exprimerait dans son pays, s'il pouvait le faire ». « En chantant la complexité d'une réalité, la tragédie n'est pas contradictoire avec l'espérance ». L'angoisse, la rage et la certitude d'un futur différent sont présents dans ces poèmes de l'exil.

D.S.

Hexagone. 893 019 A.



A PROPOS DE L'ARGENTINE

● **Le Syndicat Français des Artistes Interprètes**, par l'intermédiaire de son délégué administratif, M. Claude Vinci, a fait parvenir, le 5 juin, à M. Tomas de Anchorena, ambassadeur d'Argentine à Paris, et à M. Jorge Videla, chef de la junte argentine, une lettre demandant des nouvelles des artistes argentins détenus ou disparus, et exigeant « pour des raisons professionnelles et humanitaires », respect de leur vie et de leur intégrité physique.

● **La Fédération Nationale Léo Lagrange**, qui était favorable au boycott du Mondial en Argentine, a publié un dossier de presse sur ce pays. Dans son communiqué, la FNLL soulignait que « les manifestations sportives sont des occasions privilégiées où l'amitié et la solidarité entre les hommes et les peuples doivent s'affirmer et les régimes de dictature ne peuvent, en aucun cas, répondre à ces critères essentiels ».

Dressant tout d'abord un tableau de l'Argentine, au moyen de données générales, économiques et historiques (du péronisme à la junte militaire), ce document étudie ensuite l'État terroriste donnant des témoignages de la répression et de la résistance qui s'y oppose. Suivent une troisième partie, sur l'opportunité ou non de boycotter le Mondial, et des appendices.

La citation de Brecht au dos du document résume fort bien l'esprit de la lettre : « Celui qui ne sait pas est un imbécile, mais celui qui sait et ne dit rien est un criminel ».

Fédération nationale Léo Lagrange, 21, rue de Provence 75009 Paris. Tél. 824.63.01.

AMNESTY INTERNATIONAL : CAMPAGNE ARGENTINE

De 6.000 à 8.000 prisonniers politiques détenus en vertu de l'état de siège sans ju-

gement et pour une période non définie...

10.000 personnes enlevées et disparues par suite d'agissements de groupes para-policiers ou des forces de sécurité opérant conjointement.

Tortures, exécutions sommaires, conditions de détention de plus en plus difficiles, milliers de réfugiés latino-américains pris au piège...

Telle est la situation en Argentine.

Pour la dénoncer, **Amnesty International** a lancé en avril-mai 1978 une campagne internationale concernant les droits de l'homme en Argentine. Ses principaux objectifs ont été :

1. Informer l'opinion publique par : des réunions, manifestations culturelles, films, etc. ; des interventions à la radio et à la télévision ; des articles dans la presse.

2. Alerter le gouvernement français afin qu'il reconnaîsse davantage la situation des droits de l'homme en Argentine.

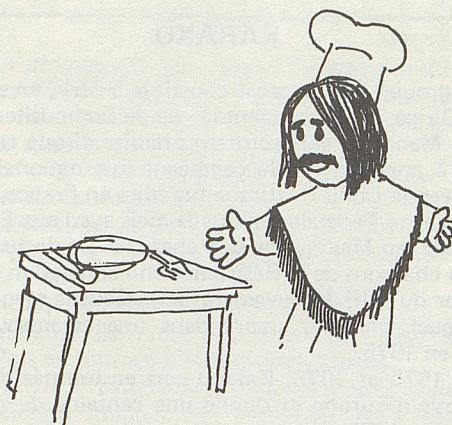
3. Faire pression sur les autorités argentines par le biais d'élus français, de syndicalistes, de représentants d'organisations professionnelles, de religieux, etc.

Cette campagne s'est inscrite dans l'optique impartiale de défense des prisonniers d'opinion de toute personne soumise à des traitements dégradants ou cruels.

● **Amnesty International** (section belge) a publié un rapport sur l'Argentine, différent du rapport français. Le rapport comprend une liste mise à jour des disparus, classés par profession, un résumé des propos tenus par Cyrus Vance, Secrétaire du Département d'État, un compte rendu de la mission Sanguinetti, et, de plus, une bibliographie et des témoignages sur la répression.

On peut obtenir ce rapport à l'adresse suivante : 185, rue Royale - 1030 Bruxelles.

RESTAURANTS



El Duende de los Andes

Celia, de Santiago del Estero (Argentine) et José-Maria de Valladolid (Espagne) sont venus se poser sur la butte Montmartre pour notre plus grand plaisir, celui du palais s'entend. A l'enseigne du *Lutin des Andes*, ils ont ouvert un « modeste restaurant », selon leurs propres paroles, où sont servies des spécialités argentines et aussi espagnoles.

Enchanteurs tous deux, il ne pouvait en être autrement avec un tel nom ! ils ne tarissent pas d'expliquer au chaland tous les secrets de leur cuisine. Une exquise cuisine familiale, lasagnes farcies (dont Celia prépare elle-même la pâte « aux œufs et rien qu'aux œufs », spécifie-t-elle) à 5,50 F les cent grammes, empanadas à la viande de bœuf, 5 F la pièce, milanaise à la Napolitaine (jambon, fromage, sauce tomate) 8 F le plat, canellonis aux épinards et au jambon, 3,60 F la pièce, vous est servie à des prix défiant toute concurrence, étant donnée la grande qualité des produits employés (et donc des produits finis). En entrée, vous pourrez choisir entre une grande variété de salades ou de tartes chaudes, à l'oignon ou aux épinards et jambon, à 4 F la part, le prix des salades variant de 2,20 F à 3,90 les 100 grammes.

Dans cette minuscule salle, qui jouxte la cuisine – mais où aucune odeur ne filtre – vous arriverez enfin aux pièces maîtresses, aux chefs d'œuvre de Celia : les desserts. Une fois en confiance avec elle, demandez-lui quelques-uns de ses secrets. Le fantastique Mystère des Andes, au nombre d'ingrédients insoupçonnable, vous procurera un plaisir qui, lui, n'a rien de mystérieux ! Suit toute une variété de gâteaux, aux pommes, au chocolat, aux ananas, aux amandes et la tarte à la crème d'orange (4,50 F la part). Les glaces sont toutes absolument sans colorants, aux fruits naturels (sur commande) à 50 F le litre.

En dégustant tous ces plats, vous aurez la compagnie de José Maria qui vous racontera les épisodes de sa vie, aussi variée que la cuisine. Journaliste, homme de théâtre, voyageur et surtout conteur impénitent.

Enfin, nous ne saurions taire l'un des charmes du *Lutin des Andes*, qui n'est pas le moindre : vous pouvez commander à Celia pour vos fêtes ou vos réceptions toutes ces merveilles.

C.B.

El Duende de los Andes

10, rue du Baigneur
75018 Paris
Tél. 254.32.12

(Fermé le lundi. Ouvert de 10 h à 22 h. Vacances au mois d'août).



Dans les entrailles de ma Patrie
entrait la pointe assassine
blessant les terres sacrées
Le sang brûlant tombait
de silence en silence, en bas
jusqu'ou vit la semence
dans l'attente du printemps
Plus profondément ce sang tombait
vers les racines, il tombait
vers les mots, il tombait
vers ceux qui allaient mourir

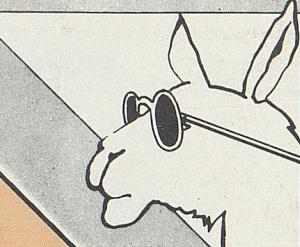
Pablo
Neruda

ACHETEZ une SÉRIGRAPHIE
offerte à « Urgent... Amérique Latine »
par le peintre chilien Guillermo Nunez

Prix : 100 F
Chèques ou virement à l'ordre de
Société de Publications France-Latine
8, rue Au Maire -- 75003 Paris.

UNICLAM VOYAGES

faîtes nous
confiance
l'amérique
est
notre terre...



vols

240	pérou	2 575 f
	mexique	2 650 f
	u.s.a.	1 540 f
	venezuela	2 800 f
	colombie	2 855 f
	argentine	3 950 f

Possibilité de faire ces vols dans la direction
AMÉRIQUE / EUROPE

Autres vols :

Grèce 595
Tunis 695
Maroc 795

63, rue Monsieur-le-Prince - 75006 Paris - tél. : 329.12.36

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
UNICLAM-VOYAGES

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____

guides

Pérou	45 F	Guatémala	24 F
Brésil	39 F	Argentine	34 F
Bolivie	34 F	Colombie	34 F
		Machu Picchu	34 F